



HAL
open science

Trajectoires vers l'illégalité politique: l'Italie des années 1960-1980

Caroline Guibet Lafaye

► **To cite this version:**

Caroline Guibet Lafaye. Trajectoires vers l'illégalité politique: l'Italie des années 1960-1980. Recherches sociologiques et anthropologiques, 2021, 2, pp.53-89. 10.4000/rsa.5005 . hal-03340003

HAL Id: hal-03340003

<https://hal.science/hal-03340003>

Submitted on 12 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

TRAJECTOIRES VERS L'ILLEGALITE POLITIQUE : L'ITALIE DES ANNEES 1960-1980

Caroline GUBET LAFAYE¹

Résumé : L'Italie a connu durant les années 1960-1980 plusieurs vagues de terrorisme (extrême droite, extrême gauche, d'État). Afin de comprendre le passage vers le militantisme politique illégal et l'action armée, nous avons mené une enquête de sociologie qualitative auprès de 33 militants d'organisations extra-parlementaires d'extrême gauche. Nous avons mis en évidence les formes de « travail identitaire » qui les a conduits de l'action politique légale à des entreprises clandestines, ce qui nous a permis de proposer à la fois un regard critique sur les travaux jusqu'alors réalisés sur les Brigades rouges. Nous avons en outre mis en évidence la prévalence des phénomènes d'« amplification identitaire » sur ceux de l'« appropriation identitaire », de la « transformation identitaire » voire de la « recherche d'identité ».

Mots-clés : Terrorisme, violence, travail identitaire, Italie, Brigades rouges.

Abstract: Italy experienced several waves of terrorism (extreme right-wing, extreme left-wing, state terrorism) during the 1960s and 1980s. In order to understand the shift towards illegal political militancy and armed action, we conducted a qualitative sociological survey with 33 activists from extra-parliamentary left-wing organizations. We have highlighted the forms of “identity work” that led them from legal political action to clandestine militancy, which has enabled us to offer both a critical perspective on the literature dedicated to the Red Brigades. We also underline the prevalence of the phenomena of “identity amplification” over those of “identity appropriation” and “identity transformation” or even “search of identity”.

Key words: Terrorism, violence, “identity work”, Italy, Red Brigades.

¹ CNRS, Lisst (Université de Toulouse Jean Jaurès), e-mail : caroline.guibetlafaye@univ-tlse2.fr; c.guibetlafaye@wanadoo.fr. Une version réduite de ce texte a été publiée dans la revue *Recherches sociologiques et anthropologiques*, Université catholique de Louvain (Belgique), vol. 2, 2021, p. 171-197.

Résumé structuré

Présentation : Cet article est consacré à l'engagement militant en Italie au cours des années 1960-1980 dans les luttes extra-parlementaires de l'extrême gauche. Durant cette époque, l'Italie a connu des phases de violence politique légale et clandestine animées par une multitude de groupes extra-parlementaires ainsi que par la répression d'État. Entre la fin des années 1970 et 1988, 47 groupes armés d'extrême gauche se sont formés. Au début des années 1980, 4 087 militants d'extrême gauche étaient condamnés pour des faits de terrorisme dont 1 337 activistes des Brigades rouges. La violence politique est un phénomène social qui s'est déployé durant plus de deux décennies dans la péninsule, mobilisant ainsi des générations de militants. Afin de saisir les facteurs du militantisme politique illégal, pouvant conduire à l'action armée, ainsi que de leur possible variation intergénérationnelle, nous avons mené une enquête de sociologie qualitative auprès de 33 militants d'organisations extra-parlementaires d'extrême gauche.

Théorie : Afin d'étudier les trajectoires vers l'engagement politique clandestin voire violent, nous nous sommes appuyés sur une approche multi-niveaux croisant l'analyse macrosociologique (environnements et contextes sociopolitiques influençant les choix stratégiques des acteurs), mésosociologique (niveau des groupes armés) et microsociologique (valeurs et motivations des militants). Ce cadre théorique envisage la violence politique comme le fruit de dynamiques et permet d'en proposer une compréhension plus globale et plus fine. En effet, le contexte sociopolitique (niveau macro) exerce une influence sur l'engagement, or cette influence est médiatisée par les perceptions des individus (niveau micro). Notre analyse s'inscrit ainsi dans une approche dynamique et interactive des conflits politiques aux niveaux à la fois macro- et mésosociaux, et vise à dévoiler la pluralité des « mécanismes » conduisant à des engagements clandestins à partir du cadre théorique proposé par Snow et McAdam (2000).

Méthodologie : L'enquête de sociologie qualitative sur laquelle cette analyse s'appuie a permis de rencontrer 33 militant.e.s impliqué.e.s dans des organisations extra-parlementaires (BR, PL, LC, Potere Operaio, Autonomie ouvrière) actives en Italie entre la fin des années 1960 et les années 1980. Les entretiens semi-directifs ont été menés entre février 2016 et février 2020. À l'exception de l'une d'entre elles, née en 1933, les personnes rencontrées sont toutes nées entre 1947 et 1965. Les entretiens ont été enregistrés, intégralement retranscrits et traduits. Ils ont duré entre 55 mn et 3 h, pour une moyenne de 82 mn par entretien. Ils ont été réalisés en face-à-face et, pour deux cas, par vidéo-conférence. Sept personnes ont préféré répondre par écrit. Les entretiens se sont déroulés soit en français soit en italien, en Italie et en France. Ce corpus a été soumis à une analyse thématique multi-niveaux.

Résultats : La recherche menée propose une série de nouveaux entretiens avec les membres des mouvements clandestins italiens d'extrême gauche de la seconde moitié du XXe siècle. Elle contribue ainsi à un accroissement des données empiriques sur le terrorisme à partir d'un recueil de données primaires. Dans l'enquête menée, le passage vers la clandestinité semble reposer majoritairement sur des logiques d'« amplification identitaire » et, dans une moindre mesure, de « recherche d'identité ». L'analyse suggère ensuite que les modalités de l'intégration dans les groupes clandestins ne coïncide pas tant avec des formes de rapport à la violence (idéologique, instrumental ou solidariste) qu'avec des phases de la lutte politique et des vagues générationnelles, selon que les acteurs sont nés à la fin des années 1940 ou dans les années 1950. Nous avons enfin montré que, dans le cas italien et pour les

engagements étudiés, la catégorie de « rupture » biographique doit être maniée avec précaution. Les acteurs passent d'une organisation à l'autre. La continuité des parcours est également assurée au niveau méso, via les collectifs ayant émergé et se perpétuant au fil du temps. Ainsi nombre d'enquêtés attestent de décisions collectives d'engagement dans la clandestinité, révélant à la fois l'influence du niveau méso sur le plan micro voire d'une résorption du choix individuel dans des dynamiques collectives d'engagement.

Discussion : L'importance des logiques d'« amplification identitaire » tient, dans le cadre de notre enquête, au fait d'avoir rencontré nombre de cadres ou de responsables de ces collectifs mais se comprend également du fait de l'engagement initial des acteurs : ceux-ci embrassent l'action clandestine en vue de se donner d'autres moyens politiques que ceux autorisés par la voie démocratique. L'enquête réalisée présente certes une double limite méthodologique, d'une part, le fait de ne s'appuyer que sur un nombre restreint d'individus – ce qui, dans le cas des groupes considérés est inévitable – et, d'autre part, de procéder à partir de récits rétrospectifs. Cependant elle a permis de nuancer des travaux antérieurs dont le cadre empirique était encore plus limité. Elle a précisé, à partir de l'analyse des parcours de trois générations de militants, les caractéristiques de parcours idéaux-typiques (« idéologique », « instrumental » et « solidaire ») en montrant comment ces caractérisations ne prenaient sens qu'à partir de l'élucidation des interactions entre les motivations individuelles d'intégration dans les groupes clandestins (niveau micro), les réseaux qui facilitent le recrutement (niveau méso) et les effets de la répression sur les individus (niveau macro).

« Je viens d'une famille de prolétaires, donc militer, c'est dans mon ADN.
Quand tu nais, soit tu nais fasciste, soit tu nais militant, il n'y a rien à faire. »
(Paolino)

Introduction

Des mouvements contestataires de 1968-1969 à l'enlèvement puis à l'exécution d'Aldo Moro le 9 mai 1978 jusqu'à l'attaque de la base américaine d'Aviano le 2 septembre 1993 par les BR-PCC¹, l'Italie a connu des phases de violence politique légale et clandestine animées par une multitude de groupes extra-parlementaires ainsi que par la répression d'État. De 1969 à 1982, 13 000 attentats sont recensés (Della Porta et Rossi, 1984, p. 17). Entre 1969 et 1986, 415 personnes sont tuées au cours de 14 600 attentats menés par l'ensemble des groupes illégaux, toute tendance politique confondue (*Le Monde*, 15 mai 1998, p. 15). Entre 1969 et 1984 des groupes néofascistes, tels qu'*Avanguardia nazionale* (Avant-garde nationale), *Ordine Nuovo* (Ordre nouveau) et *Ordine nero* (Ordre noir) sont à l'origine d'attentats particulièrement sanglants, contre des trains et des gares notamment, faisant au total 139 morts et 700 blessés². L'attaque la plus meurtrière a lieu le 2 août 1980 à la gare de Bologne. Elle tue 85 personnes et en blesse 200.

On dénombre, entre la fin des années 1970 et 1988 à l'extrême gauche, 47 groupes armés. Des années 1970 au milieu des années 1980, plus de 900 personnes sont accusées d'appartenir aux Brigades Rouges (BR). Entre 1977 et 1987, 923 militants de *Prima Linea* (Première ligne - PL) sont emprisonnés, dont 722 hommes et 201 femmes (Curcio, 1994, p. 102). En 1987, 911 Brigadistes sont en prison, dont 683 hommes et 228 femmes (Curcio, 1994, p. 60). Jusqu'au début des années 1980, 4 087 militants d'extrême gauche ont été condamnés pour des faits de terrorisme dont 1 337 activistes des BR (Sommier, 2006, p. 60). La violence politique est un phénomène social qui se déploie, en Italie, sur plus de deux décennies.

La littérature sur la violence politique et le terrorisme a souvent considéré les individus dans une perspective unidimensionnelle qu'elle soit psychologisante (Gurr, 1970), d'ordre socio-économique (Krueger et Maleckova, 2002 ; Lia et Skjolberg, 2005) ou fondée sur la frustration relative ou de la frustration-agression (Dollard *et al.*, 1939 ; Friedland, 1992). De même, des facteurs causaux tels la répression ou l'engagement de proches, des contextes sociaux définis ou certaines formes de motivation ne peuvent expliquer à eux seuls pourquoi des individus s'engagent dans la violence politique et dans des groupes armés (voir Viterna, 2006). Les raisons et explications pour lesquelles un individu opte pour ces trajectoires sont multiples, son engagement se résumant rarement à une unique cause que les récits rétrospectifs et les analyses mettraient en avant, qu'il s'agisse de la répression, du militantisme des parents ou de la famille d'origine, d'une volonté de lutter contre un régime dictatorial (ou néo-fasciste dans le cas italien) et répressif. Négliger cette complexité tend à produire une représentation des activistes armés comme des groupes homogènes³, alors même que leurs parcours et leurs motivations varient beaucoup en fonction des circonstances, des contextes locaux et macrosociaux, des dispositions individuelles, des époques de l'engagement (voir Horgan, 2008). Afin de cerner la diversité de ces facteurs et leurs interactions réciproques, nous avons mené une enquête de sociologie qualitative auprès de 33 militants impliqués dans des organisations extra-parlementaires (BR, PL, LC, Potere Operaio, Autonomie ouvrière,

¹ *Brigate Rosse per la costruzione del Partito Comunista Combattente* - Brigades Rouges pour la construction du Parti Communiste Combattant.

² Cf. Murielle Renar, in *Le Monde* 2, n° 109, 18 mars 2006, p. 16.

³ Dont on trouverait une illustration dans l'étude de ce qu'il est convenu d'appeler le nationalisme basque ou corse (Crettiez, 2006).

Avanguardia Operaia) actives en Italie entre la fin des années 1960 et les années 1980. L'enquête s'est déroulée entre février 2016 et février 2020.

Plutôt que d'étudier la violence politique dans l'Italie d'alors à un seul niveau qu'il soit macrosociologique (environnements et contextes sociopolitiques influençant les choix stratégiques des acteurs), microsociologique (valeurs et motivations des militants) ou mésosociologique (groupes armés), nous avons l'envisagée à différents plans¹ afin de proposer une analyse des *dynamiques* de la violence politique et d'offrir une compréhension à la fois plus globale et plus fine de celle-ci. En particulier, les récits recueillis permettent d'analyser finement les interactions entre ces niveaux. Le contexte sociopolitique (niveau macro) exerce une influence sur l'engagement, or cette influence est médiatisée par les perceptions des individus (niveau micro).

En soulignant la diversité des facteurs pesant sur les trajectoires vers l'illégalité politique, nous proposons un éclairage renouvelé sur les microfondements de la violence politique. Notre analyse s'inscrit dans une approche dynamique et interactive des conflits politiques aux niveaux à la fois macro- et mésosociaux, en plus de constituer un complément empirique des études sur les révoltes contemporaines en Italie. Il s'agira de dévoiler la pluralité des mécanismes² conduisant à ce type d'engagement et l'interaction entre les facteurs impliqués. Seront ainsi mises en lumière les différentes modalités d'engagement dans l'activisme armé ou clandestin.

Notre perspective sera générationnelle. L'intérêt pour les générations, dans l'historiographie italienne, a été tardif et n'a pu se produire qu'à la suite d'un changement dans la perception des dynamiques des classes sociales et des mouvements politiques des XIXe et XXe siècles : ces mouvements ont finalement été appréhendés sous l'angle de la conflictualité entre générations et de l'expression des besoins des jeunes³. Dans les années 1980, une tentative de reconstruction de l'expérience des générations de militants de la lutte armée a été faite, dans le but de percevoir non seulement les éléments de continuité, mais aussi « les fractures inscrites dans leur vécu entre 68 et les années suivantes » (voir Tranfaglia, 1984 ; Novelli et Tranfaglia, 1988). Les travaux les plus récents sur les parcours des militants illégaux, impliqués dans les luttes italiennes des années 1960-1980, qui ont notamment été réalisés à partir d'une étude comparative avec l'Armée Républicaine Irlandaise Provisoire (PIRA) d'Irlande du Nord, ont mis en évidence trois types de trajectoires correspondant chacune à des idéaux-types (Bosi et Della Porta, 2012). Cette comparaison porte sur les BR plutôt que sur une pluralité de groupes clandestins à la différence de l'enquête que nous avons réalisée. Bosi et Della Porta suggèrent cependant que les conclusions de leurs travaux sur les militants armés du PIRA et des BR esquissent des voies de micro-mobilisation susceptibles de se retrouver dans d'autres groupes armés⁴. Notre enquête permet toutefois de nuancer la caractérisation des « chemins de l'activisme armé » (dits « idéologique », « instrumental » et « solidaire ») et de mettre à l'épreuve la trilogie proposée par Bosi et Della Porta (2012) sur le cas italien exclusivement, à partir d'un échantillon plus diversifié de militants clandestins. L'analyse de nos données empiriques suggère notamment qu'une tradition familiale

¹ Comme l'ont fait avant nous Della Porta (1995), Weinstein (2007), White (2010) Bosi et Della Porta (2011), Fillieule (2015).

² Les « mécanismes » sociaux peuvent être définis comme des « chaînes d'interaction qui filtrent des r conditions structurelles et produisent des effets » (Della Porta, 2013, p. 8).

³ Voir les travaux sur le comportement politique des jeunes et les conflits de générations au sein du mouvement ouvrier italien et international (Dogliani, 1982 ; Gozzini, 1979 ; Wanrooij, 1987).

⁴ Voir les travaux de Jocelyan Viterna (2006) sur la mobilisation des femmes dans le FMLN au Salvador, d'Olivier Roy (2004) avec des militants islamiques dans Al Qaeda au Moyen-Orient ou de Gilda Zwerman et Patricia Steinhoff (2005) sur les groupes armés de gauche aux États-Unis et au Japon après 1960.

d'appartenance au communisme ou à l'antifascisme, une idéologie fortement charpentée, des événements décisifs, des phénomènes d'instrumentalisation, la répression, la violence d'État ou paramilitaire, un appel à l'action contre la répression constituent autant de mécanismes expliquant l'engagement dans l'illégalité politique.

Au-delà de l'extension du champ empirique de la recherche existant (Della Porta, 1995 ; Bosi et Della Porta, 2012), notre étude, fondée sur une approche multi-niveaux, présente trois avantages : 1. elle autorise la mise en évidence de plusieurs mécanismes dans l'évolution des trajectoires individuelles ; 2. elle permet d'appréhender la variété des trajectoires d'engagement armé ou clandestin ; 3. elle présente une valeur heuristique supérieure à une approche monodimensionnelle, dans la mesure où un motif unique ne peut à lui seul expliquer adéquatement les variations dans les circonstances, les contextes, les dispositions d'acteurs (selon l'époque de leur engagement), les processus de recrutement, les représentations de l'ennemi évoluant au fil du temps, les contextes locaux et l'effet de la répression sur les individus.

Après avoir, de façon préliminaire, présenté l'enquête, nous envisagerons dans un premier temps les processus d'intégration dans les organisations clandestines. Nous considérerons ensuite l'interprétation de l'engagement illégal sous la modalité de la rupture ou de la continuité biographique pour enfin aborder la socialisation militante des enquêtés. L'ensemble de cette analyse offre au moins trois intérêts : 1. elle constitue, au plan empirique, une étude systématique des modalités d'engagement dans les organisations illégales italiennes entre les années 1960 et la fin des années 1980. Elle autorise à ce titre une relecture des conclusions proposées par la littérature secondaire relatives aux raisons de l'engagement illégal violent à partir d'un matériau empirique étendu. Elle assume une perspective générationnelle délaissée notamment dans l'historiographie italienne qui ne s'est intéressée que tardivement à l'histoire de la jeunesse (voir Dogliani, 1994, p. 67). 2. D'un point de vue analytique, elle illustre la pertinence d'un cadre interprétatif convoquant plusieurs mécanismes. 3. Enfin, cette étude apporte un complément quant aux sources sur l'activisme clandestin et armé, en proposant une série de nouveaux entretiens avec les membres des mouvements illégaux italiens d'extrême gauche de la seconde moitié du XXe siècle. Elle contribue ainsi à un accroissement des données empiriques sur le terrorisme à partir d'un recueil de données primaires.

PRESENTATION DE L'ENQUETE

L'analyse que nous développons s'appuie sur une enquête réalisée entre février 2016 et février 2020¹. Elle nous a permis de nous entretenir avec 33 militants impliqués dans des organisations extra-parlementaires (BR, PL, LC, Potere Operaio [PO], Autonomie ouvrière) actives en Italie entre la fin des années 1960 et les années 1980². Ces groupes font partie de ceux qui, dans la péninsule, ont porté le plus loin le recours à la lutte armée ainsi qu'à l'illégalité politique. Les personnes ont été contactées soit de façon directe, soit grâce à des contacts de l'équipe de recherche en France et en Italie, puis à partir de là grâce à la méthode « boule de neige » (Laperrière, 1997)³. Elles ont été choisies dans une perspective de diversification de leur appartenance organisationnelle militante, géographique et sociale avec pour point commun un usage de la violence politique illégale. À l'exception de l'une d'entre elles née en 1933, toutes sont nées entre 1947 et 1965. Cet écart générationnel s'explique du

¹ Elle a été menée grâce à une équipe de chercheur.e.s rassemblant en plus de l'auteure : Laura di Fabio (Univ. de Rome), Alexandra Frénod (CNRS) et Grégoire Le Quang (Univ. de Paris VIII).

² Pour un bref historique des groupes étudiés, voir Annexe 4.

³ Dans ce type de terrain, il s'avère quasiment impossible de procéder à une sélection des enquêtés par âge et par sexe, les opportunités de contacts étant aléatoires (Grojean, 2010).

fait que certaines organisations comme les BR ou PL ont eu une durée de vie relativement longue. Les entretiens ont été enregistrés, intégralement retranscrits et traduits. Ils ont duré entre 55 mn et 3h, pour une moyenne de 82 mn par entretien. Ils ont été réalisés en face-à-face et, pour deux cas, par vidéo-conférence. Sept personnes ont préféré répondre par écrit. Les entretiens se sont déroulés soit en français soit en italien, en Italie et en France. L'Annexe 1 présente la liste des enquêtés et leurs caractéristiques sociodémographiques (Tableau VI).

Le choix des organisations illégales étudiées tient à l'importance qu'elles ont revêtu durant ces années en Italie. L'intérêt que nous leur avons porté tient, d'une part, au rôle qu'elles ont joué dans l'histoire événementielle de l'Italie d'alors. L'Autonomie ouvrière est une pièce maîtresse des mouvements sociaux du « long 68 italien »¹. D'autre part, l'ensemble des formations étudiées permet de couvrir toute la période des tensions socio-politiques et du terrorisme de l'époque. Les BR constituent l'organisation à la plus longue durée de vie. Le mouvement de l'Autonomie s'étend sur plus d'une décennie. PO, LC, PL se succèdent chronologiquement entre 1969 et 1981. Les BR, PL et LC, dans une moindre mesure, ont fait le choix de l'exécution politique à la différence de PO et des mouvements autour de l'Autonomie ouvrière, néanmoins toutes ces formations sont frappées par une législation d'exception (antiterroriste), leurs membres condamnés à de lourdes peines de prison et nombre d'entre eux contraints à l'exil. Si la militarisation et les formes de vie clandestine ont été plus développées dans les BR et PL, ni l'illégalité, ni la violence politique, ni la clandestinité ne sont étrangères aux autres groupes. Le *modus operandi* des BR et de PL permet un rapprochement pertinent entre leurs membres². Tous les militants de ces collectifs adhèrent à un programme « révolutionnaire » qui « cherche à attaquer le pouvoir d'État suivant une idéologie de changement social radical » (Sommier, 2008a, p. 19). L'Annexe 4 présente un bref historique des groupes étudiés.

Les entretiens semi-directifs s'organisaient en deux temps. Dans une perspective de recueil d'histoires orales (voir Passerini, 1987 ; Thompson, 1988), il était d'abord demandé aux personnes de raconter leur parcours politique. Dans un second temps, des questions spécifiques leur étaient posées. Celles-ci s'articulaient en plusieurs parties respectivement consacrées aux motivations de l'engagement politique, au processus de radicalisation et à la répression, à la construction du sens et à la production normative, enfin à l'actualité. Nous avons exploité une méthode biographique pertinente pour « étudier les représentations et en dégager des modèles mentaux intégrateurs de savoirs et orientés vers l'action » (Filion et Akizawa, 2012 ; voir aussi Jeneff, 1990 ; Chamberlayne *et al.*, 2000)³. Cette méthode s'avère utile pour aborder les représentations individuelles d'acteurs sociaux ainsi que leurs actions individuelles (niveau micro), lesquelles peuvent influencer une organisation ou des institutions (niveaux macro et méso). Elle permet de saisir de quelle façon ces organisations et institutions (niveau macro et méso) peuvent influencer activités, choix d'activités, acteurs sociaux, choix des acteurs sociaux (niveau micro), l'ensemble participant à l'intelligibilité des évolutions sociales (niveau macro).

¹ 38 % des militants des groupes armés italiens sont issus d'organisations comme LC ou PO, et 84 % ont participé au mouvement de l'Autonomie (Bobbio, 1988).

² Le cas de LC est quelque peu distinct car le groupe n'a procédé qu'à une seule exécution et a évolué vers des structures parlementaires.

³ Les approches biographiques et autobiographiques s'articulent autour des « histoires de vie », « récits de vie », « retours d'expériences » et « récits personnels ». La « méthode biographique » est fondée sur la reconstruction extrinsèque de la biographie et de l'histoire de vie à partir de données recueillies le plus souvent lors d'« enquêtes narratives ». Ainsi la reconstruction biographique permet de dégager le sens des « récits de vie » où s'entrelacent parcours personnel et contexte social, au sein des trajectoires d'engagement, en l'occurrence.

La collecte de données primaires a été complétée par une étude systématique des documents écrits publiés par les groupes étudiés, tels les communiqués des BR, les documents du procès de PL (1980), les statuts des *Formazioni Comuniste Combattenti* (1970) mais aussi les revues *Quaderni Rossi* (1961-1966), *Classe Operaia* (1964-1967), *Quaderni Piacentini* (1962-1970). Plusieurs fonds d'archives ont été consultés notamment les histoires de vie et les documents judiciaires relatifs à la période et rassemblés à l'Istituto Carlo Cattaneo (Bologne) ; les Archives historiques du Sénat de la République, à partir de la documentation informatisée des *Commissioni stragi* (commission parlementaire d'enquête sur le terrorisme) et la documentation de la Commissione d'inchiesta per la strage di via Fani ; le Fonds *Avanguardia operaia* ; le fonds *Lotta Continua* conservés à la fondation Erri de Luca (Rome) ; le fonds Vittorio Foa (ACS) ; les Archives Pezzi, Secours rouge à l'Istituto storico Ferruccio Parri. Nous avons également procédé à la consultation d'archives gouvernementales et non gouvernementales ainsi qu'à tout document pertinent en italien, anglais, français et espagnol sur le sujet. La triangulation à partir de documents de plusieurs origines permet de contextualiser les propos des enquêtés concernant le rôle de la famille, des réseaux, des amis, etc. ainsi que des événements transformatifs dont ils ont fait l'expérience. Elle contribue à la mise en perspective de leurs discours à partir de la prise en compte de leur place et de leurs fonctions dans les groupes considérés¹. Enfin, en comparant les trajectoires biographiques et les autobiographies, il est possible de dégager des dimensions de la mémoire collective communes à certains groupes d'enquêtés. Il demeure que chaque entretien et chaque autobiographie reflètent la façon dont enquêtés et acteurs veulent être appréhendés et se présentent après que cette étape de la violence politique dans leur pays a pris fin. De chacune de ces organisations, nous avons interrogé plusieurs membres qui se répartissent numériquement comme suit, sans prétendre constituer un échantillon représentatif :

Tableau I. : Répartition des enquêtés dans les groupes politiques²

Groupes	Effectifs
BR	7
PL	11
LC	4
PO	5
Autonomie ouvrière	6
Total	33

Afin d'étudier les trajectoires individuelles, nous avons procédé à une double répartition générationnelle tenant compte soit des générations civiles (Tableau II) soit des générations ou de l'âge d'engagement, c'est-à-dire des cohortes de militants ou « générations sociales » (Mentré, 1920) (Tableau III).

Tableau II. : Répartition des enquêtés selon les générations civiles

¹ Un travail ethnographique serait nécessaire pour expliquer les relations entre les « chemins de l'activisme » que nous avons mis en évidence, le rôle des militants dans les groupes, leur degré d'engagement au sein de ces derniers, et leurs carrières ultérieures. Ceci serait précieux pour corriger le biais rétrospectif du matériel biographique (Smilde, 2005).

² Dans les analyses qui suivront et du fait du statut particulier d'*Avanguardia Operaia* dans le paysage des luttes extra-parlementaires italiennes, nous n'inclurons pas sa militante dans les analyses proposées mais la citerons à une occasion.

<i>Groupes</i>	<i>G 1</i>	<i>G 2</i>	<i>G 3</i>	<i>Effectifs</i>
BR	2	5		7
PL	1	9	1	11
LC	1	3		4
PO	3	2		5
Autonomie ouvrière	4	2		6
<i>Total</i>	11	21	1	33

Légende : G 1 : génération née avant 1950 ; G 2 : génération née avant 1960 (décennie 1950) ; G 3 : génération née après 1960 (décennie 1960).

La G 1 a 18 ans ou se trouve dans le jeune âge adulte au moment du « long 68 », alors que la G 2 ne pourra commencer une socialisation politique que dans la seconde moitié des années 1970. Nous verrons que ce décalage générationnel a des incidences sur l'articulation des facteurs macro- et micro- de l'engagement individuel. Dans ce qui suit, nous délaisserons la définition démographique de la notion de génération, souvent fondée sur des variables statistiques ou des événements identifiés de façon extrinsèque comme cruciaux pour considérer des « générations sociales » (Mentré, 1920), c'est-à-dire la participation aux mêmes événements et aux mêmes expériences dans les années de formation, au sein d'un « même cadre de vie historico-social ». Pour ce faire, nous esquisserons les cadres de vie historico-sociaux permettant qu'une situation définie par la naissance dans le temps chronologique devienne une configuration sociologiquement pertinente (Ryder, 1965, p. 845-846). Nous verrons ainsi comment les agents s'approprient les événements et les changements structurels, réagissent à des événements propres à l'histoire de leur groupe ou de leur communauté, et comment, dans ce cadre de vie historico-social, s'opèrent les modalités de leur intégration dans le groupe clandestin. Les contours de chaque cohorte seront donc moins définis par leur année de naissance et leur implication dans un événement « historique » ou « politique » que par leurs conditions d'entrée et de formation au sein de l'organisation clandestine fonctionnant comme une instance de socialisation. Autant la génération démographique est donnée d'avance par la date de naissance, autant la génération sociologique, alors nommée cohorte, est le résultat d'investigations empiriques reconstituant les moments et les contenus des expériences socialisatrices des acteurs. Ces cohortes partagent alors des propriétés sociales spécifiques et des expériences socialisatrices communes.

Tableau III. : Répartition des enquêtés selon l'âge de l'engagement militant

<i>Groupes</i>	$\gamma 1$	$\gamma 2$	$\gamma 3$	<i>Effectifs</i>
BR	1	3	3	7
PL	7	4		11
LC	3		1	4
PO	1	3	1	5
Autonomie ouvrière	2	1	3	6
<i>Total</i>	14	11	8	33

Légende : $\gamma 1$: engagement entre 15 et 17 ans ; $\gamma 2$: 18-20 ans ; $\gamma 3$: après 20 ans.

L'

<i>Groupes</i>	<i>Parents militants</i>	<i>Non</i>	<i>NSP</i>	<i>Effectifs</i>
BR	3	3	1	7
PL	6	3	2	11

LC	2	2		4
Potere Operaio	4	1		6
Autonomie ouvrière	2	4		5
<i>Total</i>	17	13	3	33

Annexe 3 (Tableau IX) permet de saisir la congruence entre générations civiles et générations d'engagement politique ou « générations sociales ». Notre échantillon comporte un certain nombre conséquent de militants (N = 24) ayant eu des responsabilités qu'ils aient participé à la création de leur groupe, se soient trouvés à son origine ou qu'ils aient eu la responsabilité d'une sous-structure au sein du groupe armé (branche ou colonne) (voir Tableau X). L'analyse qui suit donc doit se lire en tenant compte des trois limites attachées à notre enquête : celle-ci s'appuie sur des récits rétrospectifs, elle ne nous a permis de rencontrer qu'un nombre restreint d'acteurs dont une large part a eu un rôle moteur dans les groupes politiques étudiés.

1. Trajectoires des militants extra-parlementaires vers la clandestinité

1.1 TROIS VOIES D'INTEGRATION DANS LA LUTTE ILLEGALE ?

L'étude comparée du PIRA et des BR met en évidence trois voies d'entrée dans la lutte politique illégale, décrites comme des chemins « idéologique », « instrumental » et « solidaire ». Chacun se caractérise par des interactions entre les motivations individuelles d'intégration dans les groupes clandestins (niveau micro), les réseaux qui facilitent le recrutement (niveau méso) et les effets de la répression sur les individus (niveau macro) (Bosi et Della Porta, 2012, p. 361). Ces dimensions interagissent également avec les contextes dans lesquels les luttes s'inscrivent (niveau macro). Constituant des idéaux-types, ces chemins n'excluent pas des passages entre les trois descriptions ni n'épuisent l'ensemble des parcours possibles de militants des organisations armées.

L'enquête que nous avons menée permet de préciser les caractéristiques de ces parcours idéaux-typiques qui tendent à recouvrir des différences générationnelles entre militants. Elle enrichit le travail de Bosi et Della Porta (2012) en particulier du fait des limites empiriques dans lesquelles celui-ci s'inscrit. Si, pour une part, 25 entretiens semi-directifs ont été réalisés avec d'anciens membres du PIRA (militants ordinaires plutôt que cadres), les parcours des Brigadistes ont été abordés à partir de l'exploitation d'entretiens réalisés dans le cadre d'un programme de recherche mené par l'Institut Carlo Cattaneo de Bologne depuis 1981 (voir Della Porta, 1995). Les auteurs ont exploité sept entretiens dont l'analyse a été complétée par celle de huit biographies et autobiographies d'ex-Brigadistes (Pecio *in* Guerri, 1983 ; Curcio/Scialoja, 1993 ; Moretti, 1994 ; Balzerani, 1998 ; Franceschini, 1988 ; Morucci, 2004 ; Gallinari, 2006 ; Fiore *in* Grandi, 2007¹)².

L'étude proposée par Bosi et Della Porta met en lumière trois voies d'intégration dans les BR et, plus largement, dans la lutte illégale : les voies « idéologique », « instrumentale » et « solidaire » dont nous allons rappeler brièvement les caractéristiques. Les acteurs dont le parcours s'explique à partir du prisme idéologique sont issus de traditions familiales et/ou

¹ Pour Raffaele Fiore, Alvaro Lojacono, Alessio Casimirri et Rita Algranati.

² Parmi ces Brigadistes, on compte le « célèbre » repenté Patrizio Peci et Valerio Morucci soupçonné d'être un collaborateur du *Servizio per le Informazioni e la Sicurezza Democratica* (Sisde - Service d'Information et de la Sécurité Démocratique).

locales enracinées dans une conscience contre-hégémonique¹. Ils ont progressivement intégré les organisations ou groupes clandestins jusqu'à se porter vers des actions armées. Ils adhèrent à une représentation du monde et du contexte sociopolitique perçus comme propices à un basculement révolutionnaire. Ils y perçoivent des événements transformatifs dont ils considèrent qu'ils confirment leurs convictions antérieures² et tendent à justifier le choix de l'activisme armé (voir Bosi et Della Porta, 2012, p. 362).

Alors que le groupe ayant emprunté la voie idéologique s'inscrit dans une forme de *continuité* avec son milieu d'origine, les militants ayant suivi la « voie instrumentale » connaissent une rupture plus marquée avec leur passé, lorsqu'ils entrent dans les groupes armés. Leur principale motivation est pragmatique et se résumerait à une interprétation de l'action politique « efficace ». À leurs yeux, seul l'activisme armé semble à même de conduire à des résultats concrets. Cette conviction s'est en particulier *nourrie* d'événements qui ont joué un rôle crucial dans leurs histoires de vie. Leur entrée dans ces groupes se serait opérée par le biais d'un contact personnel avec le(s) recruteur(s) qu'ils ont connu(s) grâce à leurs expériences antécédentes d'activisme sociopolitique.

Enfin, nombre de militants ont été poussés, dans la lutte clandestine, par la « voie solidariste » dans un contexte où le recours à la violence politique est le fruit d'une escalade du conflit. La principale motivation pour rejoindre les groupes clandestins n'est – ou plutôt, ne serait comme nous le verrons – alors ni idéologique ni pragmatique mais elle résiderait dans la nécessité (et/ou dans le sentiment d')avoir à se défendre voire à venger les siens³. Ces acteurs sont généralement entrés dans les groupes armés à des phases ultérieures de leur développement, à la différence des militants des deux premiers groupes.

Ces idéaux-types se distinguent donc à partir de plusieurs dimensions que sont : le passé familial, les modalités de recrutement dans les groupes illégaux (selon que les modalités de l'« amplification identitaire », de la « recherche d'identité », de l'« appropriation identitaire »⁴), leurs représentations du monde, leur conception de l'action politique illégale voire violente⁵, la place des événements transformatifs dans les trajectoires individuelles (Sewell, 1996 ; Della Porta, 2013, p. 30), le contexte de leur engagement, le rapport à la répression, les mobiles ayant présidé à ce dernier (idéologique *vs.* émotionnel ou affectif), les liens sociaux et affectifs ou le rapport aux pairs (Sommier, 2008a), les sentiments d'injustice qu'ils ont pu ou non éprouver. Afin de vérifier la pertinence de cette grille de lecture, non pas seulement pour les BR, mais pour les acteurs de la gauche extra-parlementaire engagés dans des actions politiques violentes, nous avons systématiquement retracé le parcours de chacun des individus interrogés et apprécié la place de chacune de ces dimensions dans sa trajectoire. Nous soulignerons la limite de la valeur heuristique de ces idéaux-types s'agissant en particulier des motivations et des trajectoires politiques.

Dans ce qui suit, nous mobiliserons la notion de trajectoire plutôt que celle de « carrière » pour autant que les trajectoires individuelles se structurent, tout au long d'une biographie, par des déplacements au sein d'espaces sociaux et, dans le cas traité, au sein du champ de la

¹ Cette caractéristique se retrouve pour plusieurs autres groupes clandestins (Della Porta, 2013 ; Guibet Lafaye, 2020) mais également pour des mouvements sociaux non armés (Pagis, 2018).

² Tels le coup d'État au Chili en 1973 ou l'attentat de la Piazza Fontana.

³ Nous verrons que notre échantillon permet de prendre des distances avec cette interprétation quand bien même elle pourrait être valable pour le PIRA.

⁴ Nous reviendrons ultérieurement sur la définition de ces catégories à partir des travaux de Voëgtli (2010) (cf. 2.) et qui relèvent du champ de la théorie des mouvements sociaux. S'y associe la théorie de l'« appropriation des réseaux » de solidarité (Rochford, 1982 ; Snow *et al.*, 1980 ; Stark and Bainbridge, 1980).

⁵ Ces deux dimensions étant en particulier mises en évidence par les théories du cadrage (*framework theory*) (Goffman, 1974 ; Benford et Snow, 2000, 2012) et l'interactionnisme symbolique appliqué aux mouvements sociaux (Johnson et Klandermans, 1995 ; Jespers *et al.*, 2001).

contestation sociale. Ces changements de position advenant en fonction des évolutions de la structure sociale et des positions intergénérationnelles, la notion est opératoire pour élucider les parcours biographiques des acteurs. Néanmoins la mise en évidence des modalités de l'engagement, c'est-à-dire du processus d'engagement (son « comment » au détriment de son « pourquoi »), pourrait également s'expliquer en termes de « carrière » conformément au « modèle séquentiel » de Becker (1985, p. 46 ; voir aussi Fillieule, 2012 ; Sommier, 2012). L'élucidation des interactions entre niveaux micro-, méso- et macrosociaux s'inscrit dans une démarche interactionniste qui place en son cœur l'analyse des carrières dans l'étude sociologique des mouvements sociaux (Fillieule *et al.*, 2010 ; Sommier, 2012, p. 20). Notre approche y fait écho, dans la mesure où elle part des individus et de leur parcours de vie pour tenter de comprendre l'effet sur ces derniers des facteurs structurels de niveaux méso et macro mais également parce que nous convoquons l'analyse contextuelle pour comprendre les trajectoires. Or cette analyse articule les biographies aux groupes, aux réseaux d'appartenance et plus largement aux contextes sociopolitiques (Hairgrove et MacLead, 2008).

1.2 « RECHERCHE D'IDENTITE », « APPROPRIATION » ET « AMPLIFICATION » IDENTITAIRES

Pour réaliser cette exploration des trajectoires militantes, nous nous sommes appuyées sur les travaux menés par D. A. Snow et D. McAdam (2000). Ceux-ci ont mis en évidence des modes d'adaptation des individus aux collectifs ainsi que les remaniements qu'ils impliquent. Snow et McAdam distinguent plusieurs types de « travail identitaire », lequel consiste dans l'ensemble des discours et des pratiques par lesquels l'individu se façonne lui-même (voir Alvesson et Willmott, 2002 ; Sveningsson et Alvesson, 2003). La première sous-catégorie, dite « convergence identitaire », désigne la rencontre entre des individus ayant une identité sociale quasiment isomorphe avec l'identité collective d'un mouvement (voir Voëgtli, 2010, p. 216). Cette convergence s'opère soit par « appropriation identitaire », soit par « recherche d'identité » : les individus s'engagent dans des mouvements dont l'identité collective est congruente avec leur identité sociale. On l'observe dans l'engagement au sein de certains mouvements religieux, pour des militants issus de traditions communiste ou antifasciste. L'« appropriation identitaire » procède, pour sa part, de l'appropriation par des « entrepreneurs de mouvements sociaux » de réseaux de solidarité préexistants, les disposant à partager une identité commune.

Le travail identitaire peut également passer par une construction identitaire (Snow et McAdam, 2000). Dans ce second cas, l'alignement entre identité sociale et identité collective nécessite un *travail* plus conséquent, allant d'un processus transformant de manière marginale la conception de soi d'un acteur à un changement radical. Dans le modèle de Snow et McAdam, la construction identitaire peut être le fruit de plusieurs processus qu'il s'agisse de l'« amplification identitaire », de la « consolidation identitaire », de l'« extension identitaire » ou enfin de la « transformation identitaire ».

Le processus d'« amplification identitaire » consiste dans le renforcement d'une identité préexistante congruente avec l'identité collective d'un mouvement, la première n'ayant jusqu'alors pas été suffisamment saillante pour garantir la participation et l'activisme. Le processus de « consolidation identitaire » renvoie, pour sa part, à l'adoption d'une identité qui combine deux identités personnelles préalables, jusqu'alors jugées incompatibles. Tel est le cas, par exemple, des collectifs homosexuels chrétiens. L'« extension identitaire », quant à elle, fait référence au déploiement d'une identité *spirituelle* qui devient congruente avec celle d'un mouvement social. Cette nouvelle identité embrasse pratiquement tous les aspects de la vie d'un individu, qu'il soit question de religion ou d'engagement politique comme au sein du

Parti communiste français (voir Pudal, 1989 ; Leclercq, 2008). Enfin, la « transformation identitaire » renvoie au phénomène d'engagement où l'acteur est en situation de « reconstruction biographique » (Snow et Machalek, 1984) ou d'« alternation » (Berger et Luckmann, 1966), provoquant une césure nette entre l'identité préalable et celle du « converti » entré dans le mouvement.

Afin de saisir comment le « travail identitaire » s'est opéré parmi les militants interrogés, nous avons codé les récits de l'engagement politique et exploité systématiquement les réponses aux questions suivantes : « quand avez-vous rejoint votre organisation ? », « Comment ça s'est passé – *i.e.* grâce à une personne en particulier ? Dans quel contexte ? », « Pourquoi avez-vous choisi de vous engager ? Quelle signification avait pour vous l'engagement ? Quel était votre but en rejoignant cette organisation ? ». L'analyse révèle que les catégories de l'« extension identitaire » et de la « transformation identitaire » n'émergent pas des récits recueillis. Les parcours s'organisent de façon prévalente autour de la « recherche d'identité », de l'« appropriation » et de l'« amplification » identitaires (voir Tableau IV).

Tableau IV. : Travail identitaire des militants italiens

<i>Recherche d'identité</i>	<i>Appropriation identitaire</i>	<i>Amplification identitaire</i>	<i>Total</i>
12	4	17	33

Le corpus étant de taille réduite, nous ne pouvons que proposer des pistes d'analyse demandant à être confirmées à partir d'une étude de type quantitatif. Il ne prétend pas à la représentativité – impossible à atteindre à partir dans une enquête qualitative d'accès difficile – mais permet d'esquisser des tendances éclairantes sur l'engagement politique armé dans le contexte étudié. En particulier, se dessine une prédominance du phénomène d'« amplification identitaire » dans les parcours militants, suivi par celui de « recherche d'identité ». Ces processus identitaires varient à la fois en fonction des générations d'acteurs (générations civiles) et des groupes politiques (voir respectivement Tableau XI et Tableau XII).

D'un point de vue générationnel, il apparaît que les activistes nés avant 1950 (G 1) se sont plutôt placés dans une démarche d'« amplification » identitaire, ce qui s'explique du fait de l'absence de structure, à l'époque de leur engagement, susceptible de donner de l'envergure à leur projet ou à leurs actions. En revanche, la génération née à partir de 1950 (G 2) s'est à la fois inscrite dans un processus de « recherche d'identité » et d'« amplification » identitaire. Cette conjonction tient, d'une part, à ce que nombre d'organisations clandestines occupent déjà, au début des années 1970, l'espace de la contestation. En ce sens, les phénomènes de « radicalisation » doivent être appréhendés de manière contextuelle, à la fois à partir des caractéristiques du groupe ou de l'individu, mais aussi à partir de « configurations sociales » plus larges (voir Barbut, 2012, p. 98). D'autre part, le phénomène d'« amplification » identitaire vers des organisations illégales s'explique par la perception d'une forme de clôture des opportunités politiques avec, d'un côté, la constitution du « compromis historique » (septembre 1973) et le rapprochement entre le Parti communiste italien (PCI) et la Démocratie chrétienne (DC), qui marginalise politiquement la gauche extra-parlementaire. Il prend sens, d'un autre côté, au regard de la stratégie de la tension et du terrorisme d'extrême droite, se développant depuis la fin des années 1960. Ces phénomènes macrosociaux convainquent les militants d'extrême gauche de la nécessité de recourir aux armes face à la violence politique illégale de l'ennemi historique. Concernant les générations civiles, le Tableau XI vérifie les conclusions de Bosi et Della Porta : l'amplification identitaire caractérise la génération la plus ancienne (militants nés avant 1950, génération des fondateurs) et la recherche d'identité celle qui suit (militants nés après 1950).

L'« appropriation identitaire » semble avoir assez peu marqué les parcours d'engagement (Tableau IV et Tableau XI). Les récits biographiques font peu état de l'intervention d'« entrepreneurs de mouvements sociaux » dans la cooptation au sein des groupes illégaux¹. On peut toutefois douter que tel n'ait jamais été le cas. En effet le prestige de certains groupes comme les BR a eu pour effet d'attirer les militants à eux (selon une logique de « recherche d'identité » ; voir le témoignage de Margareth infra).

Les Brigadistes de la « voie instrumentale » se seraient placés dans une posture de « recherche d'identité » : ils auraient « cherché le contact avec des organisations politiques violentes, approché des milieux militants ou devenus plus susceptibles d'être recrutés en vue de se joindre à un militantisme armé » (Bosi et Della Porta, 2012, p. 375 ; voir Tableau XII). Le parcours de Margareth, née en 1950, vers les BR est illustratif de cette démarche de « recherche d'identité » plutôt que d'instrumentalisation de l'organisation :

« À peine arrivée à Milan en 1969, de toute façon, j'avais en tête d'entrer tout de suite en communication avec les groupes politiques de ces années-là : *Lotta Continua*, le *Movimento Studentesco* ou *Avanguardia Operaia*. Je n'avais pas de grande préparation politique, mais le désir de m'impliquer dans tout cela était pour moi quelque chose de très important. [...] À la fin de l'année 1970, par l'intermédiaire de certains amis, je me rapproche de ce qui sera par la suite l'organisation des Brigades Rouges. Ce sont les Brigades Rouges naissantes, elles ne portent pas encore ce nom, elles existent sans exister, elles n'ont pas encore d'existence publique. Elles s'appellent *Nuova Sinistra Proletaria* dans un premier temps, puis *Nuova Resistenza*. [...] En 1970, j'ai vingt ans, et j'ai fréquenté un lycée catholique, donc avec une éducation très fermée, très stricte. J'arrive à Milan en 1969, et en 1970 je suis déjà assez proche des BR. Mais un peu par hasard, je pense, à cause de cette histoire de réseaux amicaux. »

Alors que les BR ont pu avoir, dans les années 1970, un effet d'attraction, d'autres groupes, comme PL, ont été considérés, par les militants, comme un *moyen* de conférer plus d'ampleur opérationnelle à leur projet politique, dans une logique d'instrumentalisation du groupe. Dans un contexte de conflits sociaux exacerbés et de répression des groupes extra-parlementaires, des membres de LC et de *Senza Tregua* convergent pour se constituer en structure opérationnelle et contribuer à armer les masses. Revenant sur le premier tract constituant l'acte de naissance de PL, S. Segio souligne :

« Notre intention déclarée, c'était donc non pas de devenir un contenant, mais le *catalyseur* d'un processus d'armement ouvrier, processus qu'on supposait déjà en acte. Si les Brigades rouges cherchaient à se légitimer en tant que direction politique des mouvements sociaux et ouvriers, en tant que guides stratégiques, depuis l'extérieur, de la classe ouvrière, au contraire, PL revendiquait, dès le premier tract, sa vocation et sa détermination à tisser un lien fort avec le mouvement, à être à l'intérieur du mouvement. Nous disions : "Prima Linea n'est pas l'émanation d'autres organisations armées comme les BR ou les NAP. La seule direction politique [que] nous reconnaissons, ce sont les manifestations spontanées, les grèves sauvages, les sabotages, les agressions contre les agents de l'ennemi, l'excès des actions spontanées, la conflictualité extra-légale". »

¹ La méthodologie employée peut en partie expliquer cette dimension, dans la mesure où elle est tributaire d'un biais d'individualisme méthodologique. D'autres enquêtes, notamment auprès d'organisations clandestines basques (voir Guibet Lafaye, 2020), sont parvenues à mettre en évidence les phénomènes d'appropriation identitaire ce qui laisse penser que, dans le cas des mouvements extra-parlementaires italiens, un trait caractéristique serait plutôt l'incorporation collective.

Si, sur le plan individuel, les phénomènes de « recherche d'identité » et d'« amplification » identitaire semblent prévaloir, y a-t-il selon les groupes politiques des modalités spécifiques d'intégration dans ces derniers qui justifieraient, par exemple, l'« instrumentalisation » du collectif illégal en vue d'un projet politique particulier ? Les conclusions qui peuvent être tirées de notre échantillon doivent être prises avec précaution en raison du faible nombre de personnes interrogées pour chaque formation. Du côté des BR, les militants rencontrés ont rejoint le groupe entre sa fondation et 1978¹. Ils se partagent entre fondateurs et militants « ordinaires », ce qui peut expliquer que la catégorie « recherche d'identité » y soit plus récurrente. En revanche, du côté de PL, celle de l'« amplification » identitaire est davantage présente, confirmant au niveau organisationnel la logique décrite par S. Segio (voir Tableau XII). L'absence d'occurrences de la « recherche d'identité » ne s'explique pas que par un biais d'échantillonnage mais également parce que les membres de PL sont pour l'essentiel tous issus de groupes aux activités illégales, tels LC, ou d'extrême gauche comme le *Comitato Comunista per il Potere Operaio* (Comité Communiste pour le Pouvoir Ouvrier - COCOPPO). En 1976-1977, époque de la création de PL, les militants sont rarement dans une recherche d'identité au vu du contexte sociopolitique et de la tension qui règne en Italie. Les positionnements politiques sont affirmés et tranchés.

Si les militants à l'origine des premiers groupes clandestins (les Brigadistes de la « voie idéologique ») ont utilisé leurs réseaux de militants pour constituer des groupes armés, les militants de la « voie instrumentale » auraient davantage exploité leur contact dans des démarches individuelles de « recherche d'identité » (Bosi et Della Porta, 2012). La logique du rapprochement avec les organisations clandestines suppose toutefois de distinguer deux dimensions : d'un côté, les modalités de cette association qui peuvent notamment passer par l'exploitation d'un « contact » avec les groupes clandestins et, d'un autre côté, les intentions et motivations. Celles-ci conduisent l'individu à chercher le contact pour des raisons d'identité individuelle mais aussi de moyens et d'actions. Parmi les militants les plus âgés que nous avons rencontrés (G 1), au sein desquels se rassemblent deux fondateurs des BR, trois de PL, un de LC, un de PO, deux leaders du mouvement autonome, respectivement à Rome et à Milan, la démarche est majoritairement celle de l'« amplification identitaire ». En revanche, parmi les militants nés dans les années 1950 (N = 21), la démarche relève à la fois de cette logique mais également de la « recherche d'identité » (voir Tableau XI). La majorité de ces acteurs (N = 14) a été à l'origine d'un groupe (PL en général² mais aussi *Lotta Armata per il Comunismo*) ou responsable d'une colonne au sein d'une organisation plus tentaculaire (telle les BR). Parmi eux, seuls quatre individus ont « recherché » le contact au moment de rejoindre le groupe clandestin. Notre échantillon permet donc de dire que les modalités de l'intégration des groupes clandestins ne coïncide pas tant avec des formes de rapport à la violence (idéologique, instrumental ou solidariste) qu'avec des phases générationnelles (voir Tableau XI) et des époques de la lutte clandestine, avec un pivot au milieu des années 1970, à une époque où les clivages politiques et la tension en Italie sont déjà très marqués. Pour la génération née au cours de la décennie 1950, les modalités d'intégration dans les groupes clandestins s'avèrent plus diversifiées. En revanche, pour la génération précédente (décennie 1950), qui a à peine vingt ans au moment où se déclenchent les premiers mouvements sociaux en 1967³, la mise

¹ Rappelons que les BR sont actives jusque dans les années 1980-1990 via les BR-PCC.

² Sachant que parmi les organisations auxquelles appartiennent les militants rencontrés, PL est la dernière en date créée.

³ À l'exception d'un enquêté né en 1933 et d'un autre né en 1944, tous les acteurs de la G 1 sont nés entre 1946 et 1948 (N = 9).

sur pied de structures extra-parlementaires, dans un contexte de clôture des opportunités politiques¹, est vécue comme une nécessité.

2. L'engagement illégal individuel : rupture ou continuité ? (niveau micro)

2.1 L'« ENGAGEMENT PAR DEFAUT », UNE CATEGORIE MARGINALE

Faut-il en déduire que l'engagement de ces militants doit être envisagé sous la modalité de la rupture plutôt que de la continuité, c'est-à-dire d'un « engagement par défaut » (Becker, 2006), dont certains auteurs ont considéré qu'il caractérisait les militants d'extrême gauche italiens (voir Sommier, 2008b)? Cette forme d'implication est caractéristique de « tout engagement réalisé sans que l'acteur en ait conscience [...] [et qui] survient au travers d'une série d'actes dont aucun n'est capital, mais qui, pris tous ensemble, constituent pour l'acteur une série de paris subsidiaires d'une telle ampleur que ce dernier se trouve dans une situation où il ne veut pas les perdre » (Becker, 2006, p. 188).

L'enquête menée s'appuie sur des récits rétrospectifs ou des autobiographies tributaires d'un inévitable effet d'illusion rétrospective². Il n'a pas été possible de suivre les acteurs au cours de leur militantisme, pour des raisons évidentes dues à leur statut, ce qui rend délicate la mise en évidence de l'« engagement par défaut », c'est-à-dire d'un engagement progressif qui se serait fait sans réelle prise de conscience. Bien que l'enquête rétrospective ménage des phénomènes de mises en scène de soi et de reconstruction biographique, certains acteurs reconnaissent avoir été emportés par le flux des événements. A. Soldati (G 3) est sur ce point clairvoyante :

« Si vraiment je remonte ma conscience au moment où j'ai fait des choix, je n'arrive pas à trouver le moment : je pense que c'est des choses qui se sont déroulées de façon instinctive, sans se rendre compte des conséquences : on s'engage dans ce qui nous paraît juste à ce moment-là. »

Cette réflexivité, à l'époque, limitée ne caractérise pas exclusivement les plus jeunes générations de militants, dans un contexte où des dizaines de milliers de personnes ont rejoint les mouvements extra-parlementaires, puisque Guillermo (G 2), qui entre dans le mouvement étudiant à 17 ans et dans LC à 20 ans, reconnaît également, lorsqu'il évoque sa première action illégale qu'

« il n'y avait rien de très précis qui me permette de dire que j'avais une conscience politique, ou qu'on a fait cette manifestation parce que ceci ou cela³. Voilà, on savait pourquoi on allait manifester, mais maintenant, je ne saurais pas t'en dire plus. [Car] une fois que tu es à l'intérieur d'une organisation, qui peut être un mouvement, ou une organisation plus politique, avec une stratégie plus précise, eh bien à un moment, on arrive à se dire : "on va faire ça" ».

¹ Sur la notion, centrale dans la théorie des mouvements sociaux, nous renvoyons à Eisinger (1973, p. 11-12), Tilly (1978), Tarrow (1994).

² L'entretien rétrospectif est quasi inévitable avec d'anciens membres d'organisations dites terroristes. Sur les biais et limites inhérents à cette méthodologie ainsi que les possibilités d'en atténuer les effets, la littérature est abondante. Nous nous permettons d'y renvoyer ici (Bottger et Strobl, 2003 ; Wood, 2003 ; Horgan, 2008, 2011 ; Guibet Lafaye, 2019).

³ Guillermo est mineur au moment de cette manifestation de soutien au Vietnam organisée par le PCI à Rome en 1968.

2.2 MISE EN RECIT DE SOI ET PRODUCTION D'IDENTITE

Au-delà de ces deux occurrences, la mise en récit rétrospective suggère plusieurs modalités d'engagement coïncidant avec une articulation des temporalités individuelles, familiales et historiques. Le récit biographique est alors l'occasion d'une production d'identité. Celle-ci consiste dans la mise en cohérence d'une identité personnelle et d'une identité sociale, dans laquelle deux axes centraux interviennent : l'analyse réflexive de l'individu sur sa propre trajectoire, d'une part, et la mise en perspective – temporelle et historique – par l'acteur de cette dernière, dans le contexte sociohistorique de son engagement passé, d'autre part. Les discours recueillis, dans le cadre d'entretiens rétrospectifs, permettent de saisir la façon dont l'acteur se construit à la fois dans un rapport réflexif, introspectif à lui-même et dans un rapport à l'histoire et au collectif qui fait de lui un acteur politique à part entière et pas seulement un « terroriste ». La mise en récit de sa propre trajectoire produit une trame temporelle, où s'opère « une mise en cohérence et une mise en perspective du récit de parcours » (Demazière, 2007, p. 20 ; Ricœur, 1984).

Les mises en récit recueillies dessinent des types d'engagement distincts se distribuant le long d'un axe allant de la continuité à la rupture. En matière de continuité et plus précisément d'héritage, la mise en cohérence s'articule en référence à la « Résistance trahie »¹. Ce motif est une constante des discours recueillis et constitue un narratif central dans les représentations des militants d'extrême gauche. Il leur permet d'inscrire leur engagement dans la continuité d'une histoire familiale². La radicalisation violente relève alors d'un mécanisme d'interprétation de l'environnement qui justifie et/ou encourage le recours à la violence (Crettiez, 2011). Ce mécanisme se nourrit de représentations et de cadres de lecture mobilisés par les militants pour interpréter leur expérience vécue. Du côté de la rupture, une double modalité émerge faisant soit coïncider l'engagement avec un choix explicite et conscient, soit avec des phénomènes de « prise de conscience ». Chacune de ces catégories s'associe à des mises en perspective temporelles des parcours. Y sont décisifs aussi bien le choix des événements considérés comme significatifs que leur qualification. De la sorte, s'articulent respectivement les dimensions syntagmatique (choix des épisodes à raconter) et paradigmatique (choix des catégories pour les raconter) (voir Benveniste, 1974). La qualification des attentats de la Piazza Fontana (1969) et de la gare de Bologne (1980) sous la terminologie des « massacres » d'État joue un rôle central, comme le récit de Margareth le met en exergue :

« Il y a eu aussi, c'est sûr, le "massacre"³ de Piazza Fontana, qui est un tournant, surtout en ce qui concerne le sujet de la violence, c'est-à-dire sur la quasi nécessité de recourir à la violence pour affirmer ses droits et un projet politique. Oui, c'est ça, une sorte d'obligation, sans quoi rien n'est possible. Ce sont les années pendant lesquelles on parle de "Résistance trahie", qui renvoie à toutes les années depuis la Libération. Il y a donc pendant ces années, disons, une grande identification avec le mouvement de la Résistance et avec certains résistants. »⁴

¹ La lutte pour le communisme menée dans la résistance au fascisme aurait été trahie par l'élite politique (le PCI) au sortir de la deuxième guerre mondiale (voir Matard-Bonucci, 2010).

² Nous proposons ici des catégories idéal-typiques, alors même que certains individus ont connu un « engagement corps et âme » (Gardella et Monnet, 2008), tout en étant issus de familles de militants, marquées par un engagement politique.

³ Le terme de *strage* (massacre) en italien est passé dans le langage courant pour désigner les attentats de la « stratégie de la tension ».

⁴ Sur cette thématique, voir Matard-Bonucci, 2010. Concernant l'attentat de la Piazza Fontana que le gouvernement a voulu attribuer, dans un premier temps, à l'extrême gauche anarchiste, il est rapidement apparu qu'il avait été mené par des groupes d'extrême droite (*Ordine Nuovo*) appuyés par les

Aux antipodes de l'« engagement par défaut », certains récits rétrospectifs font valoir la décision collective du choix de la lutte armée. Cette décision concerne aussi bien le fait de rejoindre une organisation clandestine que le recours aux armes. Dans les deux cas, il s'agit d'un choix réactif conçu et posé comme une réponse à une situation donnée dans un contexte de tension sociale exacerbée. Évoquant la succession de coups d'État à travers le monde entre 1969 et 1973, Federico (BR) estime qu'

« en ce qui [me] concerne moi et les gens que j'ai connus à l'époque, c'était une décision rationnelle. Bien entendu une décision rationnelle fondée sur une indignation absolue. Car la décision rationnelle ne suffit pas, on doit être vraiment fâché pour dire "je vais vous montrer". Dans certaines limites évidemment, car ça c'est l'autre aspect : chacun était conscient de signifier peu, et d'être faible, donc ce n'est pas comme si l'on s'opposait par arrogance [*attanza*], on s'opposait parce qu'on ne voyait pas d'autres solutions. »

Ce « choix rationnel » est au principe d'une rupture biographique ou, plus précisément, d'une bifurcation biographique (Tarragoni, 2012). Cependant il s'agit moins d'une rupture que de l'émergence d'une *nouvelle identité*, perçue comme difficilement réversible ou questionnable, dans le contexte où la décision se trouve prise. La bifurcation coïncide avec l'adhésion à une croyance « totale » que l'on peut saisir dans le cadrage de l'Italie de l'époque. Les tensions sociales et politiques aussi bien dans le contexte de l'usine, entre factions politiques comme sur le plan politique national conduisent à des logiques, à des clivages représentationnels majeurs (*i.e.* à des « cadrages »). Cette bifurcation biographique donne parfois lieu à une reconversion identitaire (voir Tarragoni, 2012). On peut toutefois douter que, dans le cas de militants au très long parcours politique¹ et en dépit de leur jeunesse, on se trouve face à un processus d'« alternation », c'est-à-dire à une transformation « quasi-totale » de la réalité subjective qui conduit l'individu à « devenir autre », en adhérant à un « nouveau monde » subjectif. Les analyses précédemment proposées (cf. 1.) contribuent à écarter cette hypothèse. La transformation subjective de soi, mise en mots, constitue plutôt une étape dans une dynamique qui se veut irréversible, au moment où elle advient, mais dont la création de la figure du repentir a montré que tel est loin d'être toujours le cas².

Ce serait omettre la complexité de l'engagement illégal, avec tous les risques et les coûts qu'il implique, ainsi que les mécanismes dont il résulte que de considérer qu'il peut être rapporté à une date ou à un événement clef qui serait susceptible, en soi, d'expliquer l'engagement. Dès lors, il n'y a pas lieu de s'étonner que certains militants peinent à mettre en exergue cette date ou cet événement décisif dans leur trajectoire politique. Ce sont le plus souvent plusieurs événements, « une série d'actes » qui prennent sens les uns par rapport aux autres, à la manière de sédiments qui façonnent une carrière atypique par des effets de seuil mais aussi parfois de hasard. Même lorsque l'acteur institue au principe de son engagement un événement paradigmatique, tel l'attentat de la Piazza Fontana fondateur de la stratégie de la tension, le récit montre qu'il s'inscrit dans un faisceau de faits et d'incidents, construisant

services secrets italiens. L'attentat de la gare de Bologne, le 2 août 1980, tue 85 personnes. Les exécuteurs matériels de l'attentat, membres du groupe néo-fasciste *Nuclei Armati Rivoluzionari* (NAR), Valerio Fioravanti et Francesca Mambro, ont été condamnés à la prison à perpétuité pour cette action.

¹ Voir annexe 2, Tableau VII.

² Y compris lorsque les individus se sont dissociés (plutôt que repentis), ils assument fréquemment la continuité du parcours qui les a conduits à ce qu'ils sont aujourd'hui, comme en témoigne Margareth (BR) : « Moi, je ne renie rien, parce que *ce que je suis est de toute façon le fruit de tout ce que j'ai fait* pendant ces années-là, jusque dans les moindres détails. » Voir aussi Sophie infra et Emilia.

une représentation du monde et nourrissant une disposition à l'action. Le discours de M. F. (LC), répondant au sens de son engagement, permet de le saisir :

« L'organisation illégale armée, ce n'est pas quelque chose que nous avons choisi. Du moins c'est comme ça qu'on le vivait. C'était quelque chose qui nous était imposé par les circonstances historiques. Rends-toi compte que Piazza Fontana était considérée de manière universelle comme le début de tout, l'origine de toute cette histoire. Un truc particulièrement vrai dans mon cas. Je suis né véritablement ce jour-là, quand la bombe a explosé, c'était le jour de mes 14 ans. Donc mon anniversaire est resté lié à cela, tous les ans j'allais dans la rue et on m'offrait comme cadeau d'anniversaire des slogans militants. C'était vraiment *la perte de l'innocence*. L'idée que les fascistes et l'État qui les protégeait – en imposant le secret d'État pour les défendre, de manière officielle, en soutenant ouvertement leur projet, ce qui pouvait aussi signifier que les fascistes pouvaient infiltrer les groupes de la gauche extra-parlementaire pour nous inculper [...] les *stragi* – chose qui paraît inouïe – ce n'était rien ! Le vrai problème, c'est qu'ils n'étaient pas poursuivis en justice. Donc non seulement ils n'étaient pas poursuivis, mais quand on en trouvait un qui avait quelque chose à voir avec ces manœuvres, ou le juge qui était chargé de l'enquête disparaissait, ou c'étaient les témoins qui disparaissaient. Et finalement on en arrivait toujours aux services secrets, au ministère de l'Intérieur et à la Démocratie chrétienne, qui était le Parti-État. Parce que l'Italie, à la différence des autres pays "normaux", était un pays où tout renouvellement politique était impossible, et où un seul parti avait établi un régime politique à lui tout seul. Il était éternellement au pouvoir. Et ce parti, d'accord il avait des têtes pensantes, d'accord il reposait sur la religion catholique, avec des organisations collatérales, ok. Mais à la base, ce parti était le terminal d'une machine paramilitaire de l'OTAN qui avait ce problème en Italie : le plus grand Parti communiste et le plus grand syndicat (encore plus que le parti communiste) d'Europe, et qu'il devait s'en débarrasser à tout prix. »

La « perte de l'innocence », que Margareth souligne également (voir supra), est certes incarnée par l'attentat du 12 décembre 1969 mais elle s'inscrit surtout sur l'horizon de la prise de conscience d'une collusion de l'État avec l'ennemi politique (l'extrême droite), de la partialité de la justice, du rôle des services secrets et des États-Unis en Italie, de la forclusion des opportunités politiques pour toute contestation extra-parlementaire (macro → micro). Les récits tendent donc à placer en exergue une séquence temporelle singulière, investie d'une signification spécifique. S'y associe une « croyance totale » qui s'incarne, pour les personnes interrogées, de façon récurrente dans l'adhésion à une idéologie révolutionnaire, la croyance en la possibilité d'un basculement politique majeur, dans le rôle conféré à l'extrême droite et au danger du redéploiement du fascisme dans l'Italie de l'époque (macro → micro).

Dans ces récits, la mise en cohérence de la signification du passé, du récit biographique et de l'engagement repose soit sur la référence à la résistance soit sur l'évocation du « massacre » d'État dont l'attentat de 1969 est emblématique. Les catégories convoquées dans les récits ne sont pas purement descriptives mais sont associées à des normes et à des valeurs, affectées de jugements de possibilité et de volonté. « La trame temporelle n'est pas seulement une évocation du passé, du présent, de l'avenir, elle est aussi une narration, "un processus créateur de valeurs" (Greimas, 1970), elle implique des prises de position sur les catégories et leurs relations : jugements de valeur, de condition, de possibilité, etc. » (Demazière, 2007, p. 12). Lorsque la mise en cohérence produit une mise en perspective, elle confère un rôle spécifique aux effets de contextualisation qu'ils soient familiaux ou sociohistoriques, en l'occurrence relatifs à l'engagement familial ou au contexte soit « prérévolutionnaire », soit de danger du retour imminent du fascisme. L'agencement temporel – qui résulte de la sélection de certains événements par le locuteur qu'il s'agisse des « massacres » d'État, des attaques de l'extrême

droite ou d'épisode de répression – permet de donner une signification à ce qui est arrivé, en l'occurrence à son engagement. Toutefois la convergence des récits et les effets de triangulation dévoilent le rôle particulier joué par certains événements.

Ces mises en récit et en cohérence permettent à la fois de dégager les catégories de sens à partir desquelles les acteurs confèrent une signification à leurs parcours individuels – telles la résistance –, de relire de façon critique les interprétations sociologiques courantes de l'entrée en radicalité, en remettant en cause la thèse de l'« engagement par défaut » dans le cas italien. Ils contribuent également à ouvrir l'analyse vers une étude du travail identitaire s'opérant à travers les mises en mots de la continuité des parcours ou de leur rupture. Ces mises en mots imposent de reconsidérer la catégorie de « rupture » pour aborder les « carrières » militantes, y compris lorsqu'elles impliquent le passage à la clandestinité et l'usage des armes. En effet, on ne « bascule » pas dans la lutte armée ni ne « tombe » dans le terrorisme mais on y « arrive par paliers successifs », « consécutifs à de “petits” choix successifs » (Sommier, 2012, p. 23).

Pourtant l'adhésion aux BR a souvent été lue comme une rupture avec le milieu familial (Bosi et Della Porta, 2012, p. 371). De même, on a considéré que l'engagement dans la vie clandestine et « des institutions totales *a fortiori* de taille réduite » « implique[nt] nécessairement une rupture biographique lourde » (Sommier, 2008b, p. 92). Il est pourtant assez rare, dans les récits biographiques, que cette notion fasse l'objet d'une réappropriation par les principaux intéressés. Pour cette raison, elle demanderait à être reconsidérée : 1. d'une part, parce qu'une partie des membres des BR et des autres groupes illégaux provenaient de familles communistes ou résistantes (voir Tableau VIII). Ce bain familial intervient de façon récurrente à quel que niveau de responsabilité, au sein des groupes illégaux et jusque dans les plus jeunes générations, comme A. Soldati (G 3), « simple » membre de PL, le rappelle :

« Nous, avec les amitiés que je viens de décrire, on habitait un lieu assez particulier, c'était une vallée où il y avait eu une très forte présence, durant la guerre, de résistance et de partisans : tout le monde parmi nous avait eu quelqu'un de la famille qui s'était engagé dans cette résistance. Et en fait c'était vraiment quelque chose – même si c'était ancien, mais pas autant qu'on le pense –, c'était quelque chose d'encore présent, il y avait encore vraiment une valeur, des valeurs qui étaient présentes par rapport à ce passé familial pour quasiment nous tous. Je pense que cette situation-là, en quelque sorte, a aussi créé un terrain de sensibilité par rapport aux événements italiens et par rapport aux choix individuels de chacun. »

2. Ensuite si le fait d'entrer dans la clandestinité constitue certes une rupture, il s'agit surtout d'une disjonction fonctionnelle imposée par des exigences de sécurité, dans la logique militaire et clandestine de ces groupes. 3. Enfin d'un point de vue biographique, il n'y a pas lieu de parler de « rupture » car le choix de la lutte armée, pour l'extrême gauche européenne au moins, s'inscrit toujours dans la continuité de parcours d'engagement politique de longue durée (voir Tableau V et Tableau VII ; Guibet Lafaye, 2019). Si donc, pour une part, on peut parler de « rupture avec le milieu familial », dans la mesure où la clandestinité interdit ou presque de rencontrer sa famille, en revanche, pour une autre part, on ne peut parler d'une telle « rupture », dès lors que l'individu s'inscrit, par son engagement, dans une histoire familiale de lutte et de résistance.

3. Structuration horizontale et réseaux affinitaires (niveau méso)

3.1 CONTINUITÉ DES PARCOURS VS. RUPTURE

La continuité de ces trajectoires s'explique également par le fait que la quasi-totalité des militants rencontrés a eu une formation politique avant d'entrer dans les réseaux clandestins et

étaient insérés antérieurement dans un maillage militant particulièrement actif sur la scène politique (voir Tableau V).

Tableau V. : Socialisation politique antérieure à l’engagement illégal selon les générations civiles de militants

<i>Socialisation politique antérieure</i>	G 1	G 2	G 3	<i>Effectif organisationnel total</i>
BR	2	4		7
PL	1	9	1	11
LC	1	3		4
PO	3	1		6
Autonomie ouvrière	3	2		5
<i>Total</i>	10	19	1	30
<i>Effectif générationnel total</i>	11	21	1	33

On ne peut donc considérer que les militants de la « voie idéologique » qui, dans la recherche de Bosi et Della Porta coïncide avec la première génération des activistes clandestins, bénéficient de meilleures ressources méso-organisationnelle (*i.e.* en termes de réseaux) ainsi que d’une meilleure formation politique du fait de leur mobilisation politique antérieure (Bosi et Della Porta, 2012, p. 371). Les militants de cette voie n’étaient pas nécessairement, pour ces raisons, « mieux disposés pour devenir les leaders de ces groupes » sauf à vouloir proposer une représentation du leader de groupe clandestin comme « chef de bande », usant de ses réseaux pour parvenir à ses fins. En revanche, il est indéniable que les groupes à l’échelle locale aussi bien que sur le maillage territorial se sont constitués à partir de réseaux d’affinité, que ce soit à la fin des années 1960 ou au cours des années 1970. Le plus souvent, leurs racines remontaient assez loin dans le passé des acteurs. Le récit que propose M. F. de la mise en place de la frange milanaise de PO est, de ce point de vue, instructif :

« Je faisais partie de la coordination des lycéens, avec d’autres qui représentaient les autres établissements secondaires de Milan. Nous étions assez peu [à] faire partie de PO, nous étions présents dans seulement trois ou quatre lycées, mais nous avons mis sur pied, avec ceux du *Gruppo Gramsci* et de LC, des *Collettivi Politici Studenteschi*. On avait fait une sorte d’inter-groupe avec LC et le *Gruppo Gramsci* pour former ces collectifs. Et là, j’ai rencontré un camarade du lycée scientifique Einstein, qui était un peu notre responsable – notre référent pour les étudiants de PO. C’était R. S. – je peux en parler parce qu’il est mort deux ans après dans un conflit armé contre les gendarmes. C’était lui la personne de référence. Six mois passent après la dissolution de PO, nous nous retrouvons, fin 1973-début 1974, R. S., moi, l’autre camarade du lycée Berchet (qui était tout seul de PO dans son établissement, nous on n’était que deux, pour te donner une idée), la seule cellule un peu consistante était celle du lycée Parini. Et R. S. nous dit : “Je vous ai réunis parce qu’il y a sur Milan l’idée de mettre sur pied une colonne, c’est-à-dire de commencer les choses sérieuses, et donc...”. Nous, on n’a même pas demandé beaucoup de détails. J’aurais du mal à préciser les contours de cette structure, parce que ce que nous appelons “LI”, la structure de *Lavoro Illegale* liée à PO (qui était alors déjà dissout) donnait vie à une structure qui n’était plus dans la légalité, qui était dans l’illégalité et la clandestinité. »

Certains militants vont jusqu’à mettre en question la référence à « l’entrée » dans le groupe clandestin, tant la continuité des parcours prévaut sur les effets de rupture, surimposés par une

approche analytique extrinsèque¹. On observe, y compris parmi des individus qui ont pris des distances avec leur engagement passé, l'expression très marquée d'un sentiment de continuité dans les trajectoires². De même au vu de l'ampleur du mouvement social et de la multiplicité des organisations extra-parlementaires, on peut douter que les « leaders » ou acteurs de la « voie idéologique » aient, à eux seuls, « assuré aux groupes armés une continuité idéologique et organisationnelle avec les luttes précédentes » (micro → méso) (Bosi et Della Porta, 2012, p. 371). Les activistes qu'ils soient cadres ou simples militants passent continûment d'une organisation à l'autre. La « continuité » idéologique et organisationnelle ne relève pas exclusivement des cadres des organisations d'autant que nombre d'entre elles se donnaient aussi pour objectifs l'intégration des lycées et des usines, dans le but de venir en appui aux revendications de la base sociale. Les acteurs passent d'une organisation à l'autre, la continuité se construisant plutôt au niveau méso. L'élucidation de la continuité des engagements et les transitions organisationnelles (PL est formé par des militants venant de LC et de *Senza tregua* ; certains membres de l'Autonomie ou de PO ont rejoint les BR ; une large part de PO est passée à l'Autonomie) souligne la complexité des interactions entre niveaux micro- et méso. La dynamique collective, sur laquelle les événements de niveau macrosocial ont un effet de catalyseur, pèse très fortement sur les engagements individuels.

3.2 FLUIDITE ET CONTINUITÉ ORGANISATIONNELLES

En effet, à la fin des années 1960 des formations opéraïstes comme PO et LC voient le jour. Elles mènent une critique du PCI et du parlementarisme, tout en promouvant une stratégie révolutionnaire. À la suite à leur dissolution, respectivement en 1973 et en 1976, se structure, dès 1975, un espace politique autour de la revue *Senza Tregua* et des Comités communistes pour le pouvoir ouvrier (*Comitati comunisti per il potere operaio*). Après l'éclatement de *Senza tregua* et de sa mouvance politique, dont la rupture est formalisée en octobre 1976, plusieurs militants créent le *Comitato dei Comunisti Rivoluzionari* (CoCoRi - Comité des Communistes Révolutionnaires) et d'autres les *Unità Comuniste Combattenti* (UCC - Unités Communistes Combattantes). Certains partent vers le mouvement de l'Autonomie ouvrière tandis qu'une partie des militants de LC fonde, en 1976, PL à la suite des congrès de Salò et de San Michele a Torri.

Paolino, par exemple, est passé par la *Federazione Giovanile Comunista Italiana* (FGCI - Fédération de la Jeunesse Communiste Italienne), le PDUP (Parti d'unité prolétarienne pour le communisme), *Autonomia Operaia*, puis à Milan par le *Circolo del proletariato giovanile*. Ensuite « avec quelques camarades », il a construit *Lotta armata per il comunismo*, puis les *Nuclei armati comunisti* (NAC) – l'interaction entre les niveaux micro et méso étant ici encore à l'œuvre. Lorsque les NAC se sont dissous, Paolino a constitué, avec d'autres, la *Brigata Antonio Lomuscio*. Puis il est entré dans le *Progetto Metropoli*, en lien avec les *Nuclei Armati per il contropotere territoriale* de Bergame. De même, Melchior témoigne de la reconstitution d'une organisation à partir d'un groupe antécédent, ce qui atteste à la fois d'une dynamique collective de niveau méso et

¹ Revenant sur l'émergence de PL, S. Segio conclut : « Par ce petit résumé, on comprend donc que, en ce qui me concerne, *il n'y a pas eu d'« entrée » dans l'organisation*, et même pour PL, il est difficile de donner des dates et des moments précis de cristallisation de l'organisation, puisqu'elle s'est définie progressivement et dans une dynamique à la fois de continuité et de rupture par rapport aux formes politiques et aux organisations précédentes : *Senza tregua*, et avant cela, *Lotta Continua* et *Potere Operaio*. » (nous soulignons)

² La militante d'AO déclare en fin d'entretien : « Je me reconnais dans mon parcours. Tout compte fait, même si j'ai beaucoup changé, et c'est normal, comment dire, *je suis resté fidèle aux mêmes principes fondamentaux*. Et donc je n'ai jamais dénaturé ma nature profonde. » (Sophie) Voir aussi Margareth.

d'une incontestable continuité organisationnelle via les migrations militantes : « Avec le groupe du *Circolo Lenin*, nous sommes entrés dans une organisation nationale, qui était *Lotta continua*, en 1971. Nous, avec d'autres de LC, nous avons scissionné en 1975, et nous avons créé les *Comitati Comunisti per il potere operaio* qui ensuite sont devenus l'organisation Prima Linea (PL). » E. B. souligne également que c'est « avec tout un courant [une mouvance] » qu'il a quitté LC et s'est organisé autour de la revue *Senza Tregua* puis qu'il a, avec « son groupe », formé le *Comitato dei Comunisti Rivoluzionari* (CoCoRi). E. B. reconnaît plus généralement qu'« au cours de mon parcours politique, social, au fil de mon expérience humaine et culturelle avec les militants de la lutte armée, j'ai toujours eu des figures de référence, qui étaient en fait mes amis, ceux avec qui j'ai partagé cette histoire politique durant toutes ces années, au sein de la gauche extra-parlementaire, puis dans la lutte armée. »

On peine donc à identifier, à partir des récits rétrospectifs, des figures de leaders qui se dégageraient et auraient un rôle moteur, d'entraînement sur la mobilisation. L'effet du micro sur le méso est moins net que les interrelations et les synergies entre ces plans. Le schéma d'une influence directe et exclusive d'un leader est d'autant moins crédible, dans le cas de l'Italie, que chaque groupe extra-parlementaire est doté d'une sous-branche dans les villes politiquement les plus actives du pays (Milan, Rome, Naples, Bologne, Turin, Florence, Gênes, Bergame, Brianza). On note, en revanche, au niveau opérationnel une continuité des fonctions, les acteurs persistant à mettre au service de la lutte les compétences qu'ils ont développées dans leurs activités passées (micro → macro). Le passage d'E. B. des services d'ordre lycéens aux formations armées est, de ce point de vue, illustratif :

« À partir de la seconde, je suis devenu militant de LC. Bon, ensuite il y a eu la campagne électorale de 1972¹, avec des affrontements dans la rue à Bergame, et ça a été la première fois où on a eu un service d'ordre armé de matraques, enfin de bâtons plutôt, avec des casques pour se défendre, des choses assez rudimentaires, et puis à partir de là ça été comment dire... On a pérennisé la structure du service d'ordre de LC, dans laquelle moi, avant, je m'occupais des étudiants, mais ensuite, petit à petit, je suis devenu un peu le responsable au niveau de la ville. [...] J'étais déjà un militant dans tous les sens du terme, et même un des responsables des lycéens à LC, et en même temps du service d'ordre, et c'est en cette qualité que j'ai eu justement des contacts avec... C'est là qu'on a commencé à faire des discours sur la nécessité de s'armer pour de vrai, c'est-à-dire avec des armes à feu, des explosifs, si nécessaire, et même à commencer à penser à mettre en place des formes d'organisations clandestines. Au moment par contre où on a quitté LC, là les choses ont commencé à vraiment... Cette répartition [entre PL et *Comitato dei Comunisti Rivoluzionari* (CoCoRi)] s'est faite un peu par hasard, parce que les différences entre nous n'étaient pas tant idéologiques que sur le plan organisationnel, parce que ceux de PL étaient pour l'organisation de structures clandestines au service de ce qu'on appelait les luttes ouvrières, les luttes étudiantes etc. Au contraire, nous... on se comptait parmi les formations armées, oui, mais pas clandestines, on n'était pas des professionnels de la lutte armée qui ne feraient que ce type d'intervention pour soutenir les luttes sociales... »

La façon dont les activistes de la décennie 1950 s'organisent est donc comparable à celle de la première génération de militants² : un groupe d'amis, l'interconnaissance constitue la base à partir de laquelle va émerger une nouvelle structure, une dynamique collective à laquelle d'autres acteurs viendront s'agglomérer. Ces processus ne dépendent pas tant d'effets

¹ Il a alors 18 ans (il est né en 1954).

² Qui coïncide pour une large part avec les militants de la « voie idéologique » de l'étude de Bosi et Della Porta (2012).

générationnels qu'ils ne sont appelés par les exigences qu'imposent l'illégalité et la clandestinité. M. F. en témoigne :

« Quand je regarde rétrospectivement mon histoire, je me dis : "moi, d'une manière ou d'une autre, je ne pouvais pas ne pas finir dans la lutte armée". À l'école par les ex- de PO, et dans mon quartier par mes amis de LC. On parle d'amis que je connaissais depuis le catéchisme, des amis d'enfance, qui avaient mis sur pied un collectif de LC qui adhère ensuite au projet qui portera à la naissance de PL. Des amis très proches, des gens que je fréquentais après les cours. »¹

Nombreux sont les acteurs, à travers toutes les générations, à reconnaître le rôle clef de ces amitiés². Les récits rétrospectifs permettent de saisir la façon dont se constituaient le maillage des organisations illégales sur le territoire italien. Ils soulignent, en premier lieu, l'interaction réciproque entre niveaux micro et méso et permettent d'enrichir l'appréhension des parcours individuels vers l'illégalité. Comme Paolino et P. Margini le mettent en exergue, « on ne décide pas en tant qu'individus mais en tant que groupe » d'entrer dans la lutte armée. Paolino est explicite :

« Certaines décisions bien entendu on ne peut pas les prendre seuls, il faut un contexte, il faut une élaboration, des pratiques communes, des discussions, une maturation de décisions et de perspectives, pour lesquelles la seule façon de bouleverser la situation d'un pays, la situation de l'Italie, de l'Europe, de l'OTAN à l'époque, c'était celle du passage à une lutte armée. Car la lutte – disons-le ainsi – politique, syndicale et sociale, s'était heurtée à un mur, un mur³ pas fait simplement du déni de certaines réformes – car pourtant les réformes étaient faites : le statut des travailleurs, le divorce, après ceci et cela –, mais de changer les cadres du pays. »

3.3 DISSOLUTION DE L'INDIVIDUEL DANS LE COLLECTIF

P. Margini confirme ce fonctionnement collectif. Ce dernier traduit une inscription voire une résorption du choix individuel dans une logique collective, fondamentale dans l'émergence des groupes illégaux italiens (micro → méso et méso → micro) que l'on retrouve de la fin des années 1960 aux années 1980 :

« Ça n'a pas été un choix seulement personnel. J'ai vraiment mûri avec les autres, et en pratique, on disait : "aujourd'hui, on va faire ça...", on discutait : "c'est le moment de faire ceci", donc les facteurs personnels n'ont peut-être pas joué. Honnêtement, j'aurais préféré ne pas avoir l'occasion de me reprendre des coups comme ça ! »⁴.

¹ Cette appréciation se retrouve dans le discours de Sophie qui passât de LC, à *Senza tregua* puis PL. Elle considère que son « parcours était à la fois la conséquence de mon histoire personnelle, et du fait d'appartenir à un groupe, un groupe d'amis avant d'être des camarades ». Il faut toutefois nuancer ce facteur car il n'intervient pas seul dans les trajectoires d'engagement. Sophie ajoute en effet : « Moi, j'ai fait partie de ces mondes et de ces débats, quand j'étais au lycée puis à l'université : comme je l'ai dit, *l'engagement militant était une conséquence logique de l'adhésion à une vision du monde, d'une volonté de lutter avec d'autres pour un monde différent et plus juste*. Nous étions utopistes, peut-être, mais beaucoup de choses ont été transformées grâce à notre force juvénile et utopique. »

² Voir Margareth, Alexandra, M. B., Guillermo, Paolino, P. Margini. Comme le souligne Alberto Franceschini, « nous étions tous des camarades de confiance : nous nous connaissions depuis longtemps et nous étions de très bons amis » (cité in Fasanella et Franceschini, 2005, p. 44).

³ Allusion à l'attentat de la Piazza Fontana.

⁴ Voir aussi Giuseppe sur ce point « l'une des choses les plus déterminantes de mon engagement politique, c'était le fait qu'à l'époque en même temps, on construisait une vie complètement différente

L'engagement dans l'action illégale voire violente peut alors résulter de l'interaction avec les membres du groupe, d'une forme d'isolement avec la société globale – notamment lorsque sont embrassées des stratégies clandestinité – ou encore de la dynamique interne du groupe (Khosrokhavar, 2014, p. 23). Avant que les lois spéciales ne rompent les solidarités et n'introduisent les dissociations à partir des années 1980¹ (macro → méso ; macro → micro), les organisations militantes se sont nourries de ces interactions, des liens d'amitiés et d'interconnaissance, persistant au fil des années. D'une structure à l'autre, on retrouve les mêmes noyaux militants participant souvent à leur émergence puis à leur développement. P. Margini qui, au début des années 1970, passât de l'Autonomie ouvrière à LC puis PL retrace ces évolutions :

« On a fondé ensemble l'organisation. Enfin ça concerne le groupe de Sesto, une partie de ceux qui étaient dans le cercle Lénine, des personnalités qu'on va retrouver ensuite à chaque étape du processus. On utilisait des sigles comme *Lotta Armata per il Comunismo*, des choses de ce genre-là, pour revendiquer des opérations diverses, à commencer par l'incendie des voitures de certains contremaîtres, des choses de ce genre-là d'abord, puis de plus en plus importantes. [...] Au final, c'est à ce groupe d'origine que ce sont ensuite ajoutés les autres, et donc c'est petit à petit qu'on a ensemble fondé... à tel point qu'on pourrait dire en quelque sorte que PL a été non seulement une organisation révolutionnaire, mais aussi une expérience de *communauté combattante*. On avait vraiment un fonctionnement organique : on se mariait entre nous, on se fréquentait entre nous et on laissait peu de place à tout ce qui est extérieur, on avait notre propre code, on lisait les mêmes livres. »

L'amitié constitue un opérateur et une médiation dans les interactions entre les niveaux micro et méso. Elle est mentionnée dans 12 entretiens sur 33 (*i.e.* un tiers d'entre eux) comme ayant eu un rôle central dans les trajectoires militantes (méso → micro). Ainsi ce ne sont pas que dans leurs phases initiales que « les groupes armés ont exploité les liens sociaux et affectifs préexistants aux processus de recrutement » (Bosi et Della Porta, 2012, p. 371). Ces liens sont opérationnels à toutes les époques du recrutement et de la vie des groupes illégaux (voir le témoignage d'A. Soldati). Dans certains cas, l'amitié facilite la convergence du militant vers le groupe. Dans d'autres cas, les « groupes d'amis » sont au principe de la création de cellules ou de formations, telles *Circolo Lenin* ou *Senza Tregua* en 1975. Ces dynamiques ont conduit à conclure que les dispositions individuelles des acteurs importent moins que les liens qui les relient aux « autres significatifs » (Foote, 1951 ; Sommier, 2008b)². Si l'amitié et les rapports

et nouvelle. Donc c'était... la dynamique du groupe, les tentatives de renouveler nous-mêmes, à partir déjà de la fin des années 60, les réseaux avec les autres, et de vivre différemment, de se sentir essayer de compléter notre vie qui a été peut-être l'un des facteurs les plus importants de mon engagement au niveau personnel. »

¹ Dont la mesure emblématique est la loi n° 34 du 18 février 1987 (*misura a favore di chi si dissocia dal terrorismo*).

² Une fois le pas de la clandestinité passé ainsi que de l'action risquée, l'amitié se voit entretenue et renforcée par les risques encourus ensemble dans une dynamique de petit groupe. Margareth en témoigne : « La première action qui a signé un point de rupture était encore une action au sein du mouvement, dans la lignée de celles organisées par *Sinistra Proletaria* avec LC, *Avanguardia Operaia*, *Potere Operaio* et d'autres groupes : l'occupation des logements de la rue Mac Mahon en janvier 1971. C'est à ce moment qu'a eu lieu le rapprochement, précisément à la suite de cette action, au fait d'être côte à côte avec des camarades, avec la police qui attaque en l'espace d'une seconde et qui détruit en un instant les barricades qu'on avait cherché à construire toute la nuit. Donc *c'est tout cela qui confirme de plus en plus la nécessité de l'action armée et clandestine*. Et c'est à partir de là que je me rapproche encore de certains ouvriers employés chez Sit-Siemens ou Pirelli. »

avec le groupe endogène sont forts, il convient toutefois de ne pas négliger l'inscription de ces dynamiques microsociales dans un mouvement plus général, porteur d'un désir de réforme sociale qui a marqué l'ensemble de l'Italie de la fin des années 1960 et des années 1970 (macro → micro ; macro → méso).

De ce point de vue, on ne peut attribuer aux seuls militants de la « voie solidariste » l'appréhension du groupe de pairs en termes de « seconde famille » (Bosi et Della Porta, 2012, p. 381), cette figure étant également présente chez les militants « idéologiques » à l'origine de la constitution des groupes clandestins¹. De la même façon, les modes de vie imposés soit par ces formes de « professionnalisation de la militance »², soit par les choix de vie portés par le contexte de l'époque tendent à faire du groupe de pairs la « nouvelle famille » avec laquelle l'ensemble de l'existence des acteurs s'organise que ceux-ci soient avancés dans la préparation des actions militaires ou, plus simplement, adhèrent aux modes de vie en vogue dans l'Autonomie. Giuseppe retrace bien l'esprit propre aux années 1960-1970 :

« Peut-être l'une des choses les plus déterminantes de mon engagement politique, c'était le fait qu'à l'époque en même temps, on construisait une vie complètement différente et nouvelle. Donc c'était... la dynamique du groupe, les tentatives de renouveler nous-mêmes, à partir déjà de la fin des années 60, les réseaux avec les autres, et de vivre différemment, de se sentir essayer de compléter notre vie qui a été peut-être l'un des facteurs les plus importants de mon engagement au niveau personnel. Après au niveau idéologique, évidemment l'injustice sociale, la situation des ouvriers, des jeunes dans les banlieues – parce qu'il y avait déjà là des problèmes, la drogue, etc. – était un *moteur moral* très très important. Donc il y avait pour moi, deux moteurs, un directement personnel : comment vivre différemment ; et l'autre, évidemment, idéologique : il *faut* changer la société. » (il souligne)

Cette dimension doit être prise en compte afin de ne pas projeter une vision mythifiée de la communauté illégale fermée. Le groupe de pairs est appréhendé comme une « nouvelle famille », pas seulement du fait d'une réduction des liens sociaux, imputable à la clandestinité et à une forte dépendance structurelle à l'organisation. Les groupes extra-parlementaires sont, pour la plupart, des collectifs où s'organisaient la vie et les luttes politiques quotidiennes en un nouvel environnement de vie plus général.

Le fonctionnement identitaire imposé par le recours à des moyens illégaux n'induit pas des formes de lutte exclusivement constituées autour de la « défense de cette communauté » (Bosi et Della Porta, 2012, p. 381), y compris parmi les plus jeunes générations. Quand bien même cette communauté serait définie comme l'univers des militants d'extrême gauche, ce serait oublier qu'une large part des luttes menées est avant tout orientée vers le soutien et la défense de la classe ouvrière (macro → méso ; méso → macro). Cette intentionnalité est explicite dans PO, dont l'un des fondateurs estime que « Nous, on suivait les ouvriers » (Théodore), mais aussi dans PL et l'Autonomie. La reconnaissance de l'appartenance à une « nouvelle famille » ne signifie pas un repli sur cette dernière. L'Autonomie ouvrière s'est constituée de façon horizontale, à partir de comités ouvriers ou de quartiers, dans les villes du nord de l'Italie en particulier, sans structure pyramidale, mais autour de comités dirigeants de type collectif. Le parcours d'un de ses fondateurs, Giuseppe, montre bien cette présence constante à l'usine : sorti de PO en 1973, Giuseppe « contribue, avec d'autres camarades, au mouvement de l'Autonomie ouvrière à Milan. J'étais déjà en contact dans PO avec les groupes ouvriers

¹ Le cas des BR est notoire. Nous l'avons également vérifié pour PL.

² Les souvenirs d'A. Stella donnent une idée très précise de l'absence de temps libre que laissent ces formes d'engagement politique : « J'ai passé des années entre piquets de grève le matin à 8 h devant une usine, devant une école, ensuite des réunions publiques dans la journée, une manif, réunion "réservée" à un moment, une action illégale la nuit ou le soir. »

autonomes, c'était des comités autonomes de la Pirelli, Siemens. J'ai travaillé avec l'Assemblée autonome de l'Alfa Romeo : j'étais médecin du travail, donc particulièrement impliqué du point de vue moral et éthique dans la situation ouvrière. » Ainsi Giuseppe participa au renforcement organisationnel des collectifs de base de l'Autonomie, qui existaient dans les grands pôles industriels, ainsi qu'à leur coordination sur le plan national. Il fut également l'un des fondateurs du journal de l'Assemblée autonome de l'Alfa Romeo, *Senza Padroni*. De la même façon, un ancien acteur des luttes italiennes rappelle la constitution de PL à partir de l'usine :

« À propos de PL, il y a un point que je voudrais éclaircir. Cela concerne l'origine politique et la position sociale de ce qu'on appelle parfois le "groupe fondateur". Dans les reconstitutions journalistiques, on parle d'"étudiants" et de militants "provenant du service d'ordre de LC". Ce n'est absolument pas vrai. Si on regarde le profil de la vingtaine de personnes qui, en 1974, sont sorties de la section de LC de Sesto San Giovanni, on constate qu'un seul provient du service d'ordre. Moi-même, qui, après avoir été métal mécanicien en 1973 (où j'ai fait partie du conseil d'entreprise de l'usine Sirti¹), je suis retourné en tant qu'ouvrier chez Breda. Il y a aussi Pietro Villa, élu au conseil d'entreprise de Sit-Siemens, il y a deux camarades qui travaillent chez Manietti Marelli (nous sommes alors très proches du Comitato Operaio de l'usine Marelli, même si le Comité, en particulier Baglioni, ne nous rejoindra formellement que l'année suivante). Il y avait aussi la figure extraordinaire de Claudio Pachetti, membre d'Avanguardia operaia et ouvrier chez Ercole Marelli, qui malheureusement est mort l'année suivante d'une rupture d'anévrisme, et puis, toujours chez Ercole Marelli, il y avait un autre ouvrier, L. Z., ce dernier a eu une importance décisive sur le plan opérationnel, pour notre groupe. Il y a eu encore deux ouvriers de chez Scaini, avenue Monza, une camarade élue au conseil d'entreprise de Santagostino, et d'autres ouvriers des petites et moyennes usines de la zone de l'avenue Monza – Bruno Laronga lui-même, qui était ouvrier chez Black & Decker avenue Monza – et d'ailleurs l'expérience des "rondes"² contre le travail au noir et les heures supplémentaires du samedi a été une des expériences de lutte ouvrière parmi les plus avant-gardistes de toute l'histoire. Donc il s'agit de l'histoire d'un "extrémisme ouvrier". » (Galmozzi, 2019, p. 32)

Ainsi le poids du collectif sur l'option individuelle de l'illégalité paraît assez notable dans les trajectoires de nombre de militants italiens de l'époque (mésos → micros).

Conclusion

L'analyse des trajectoires des acteurs des luttes extra-parlementaires italiennes des années 1960-1980 contribue à mettre en lumière le travail identitaire qui sous-tend le passage d'un engagement politique légal vers la clandestinité. Bien que le phénomène ait eu une réalité, notre enquête n'a pu mettre en évidence qu'un rôle secondaire de l'« appropriation identitaire » par les organisations clandestines, tout en soulignant *a contrario* et de façon originale la prégnance des dynamiques collectives d'engagement. Le passage vers la clandestinité semble ainsi reposer majoritairement sur des logiques d'« amplification

¹ Depuis 1970, le *Statuto dei Lavoratori* prévoit l'élection de représentants du personnel au sein des conseils d'entreprise (ndT).

² Ou "rondes prolétariennes" pratiquées par les militants de l'Autonomie consistant à circuler en groupe, armés pour contraindre les industriels par la force à cesser certaines pratiques illégales, telles le travail non déclaré ou les heures supplémentaires imposées (voir Stella, 2016).

identitaire » et, dans une moindre mesure, de « recherche d'identité ». L'importance de la première tient, dans le cadre de notre enquête, au fait d'avoir rencontré nombre de cadres ou de responsables de ces collectifs mais se comprend également du fait de l'engagement initial des acteurs : ceux-ci embrassent l'action illégale en vue de se donner d'autres moyens politiques que ceux autorisés par la voie démocratique.

L'enquête réalisée présente une double limite méthodologique, d'une part, le fait de ne s'appuyer que sur un nombre restreint d'individus – ce qui, dans le cas des groupes considérés est inévitable – et, d'autre part, de procéder à partir de récits rétrospectifs. En effet, ceux-ci produisent des « rationalisations rétrospectives » à travers lesquelles l'individu retrace *a posteriori* et de façon linéaire son parcours de vie (Bourdieu, 1986, p. 69)¹. En dépit de ces deux limites, la recherche menée permet de réévaluer les conclusions d'études précédemment réalisées sur des échantillons plus restreints de militants clandestins italiens ainsi que sur le type de récit que la littérature secondaire tend à proposer de la formation et de l'évolution des groupes armés illégaux dans la péninsule. En particulier, notre enquête suggère que les modalités de l'intégration dans les groupes clandestins ne coïncide pas tant avec des formes de rapport à la violence (idéologique, instrumental ou solidariste ; Bosi et Della Porta, 2012, p. 362) qu'avec des phases de la lutte politique et des vagues générationnelles, selon que les acteurs sont nés à la fin des années 1940 ou dans les années 1950 (voir Tableau XI).

Le fait que la participation au Mouvement soit facilitée par des liens familiaux ou amicaux puis s'intensifie avec l'expérience quotidienne de confrontations violentes avec la police et les groupes d'extrême droite coïncide avec des caractéristiques communes à d'autres processus de radicalisation, mis en évidence par la littérature secondaire (Della Porta, 2013, p. 117 ; Guibet Lafaye, 2020). On observe, dans le cas italien, que les fondateurs de groupes clandestins viennent souvent de familles engagées politiquement, dans lesquelles ils ont été socialisés à des valeurs spécifiques et qui les ont nourris de récits et de narratifs spécifiques (Tableau VIII ; Guibet Lafaye, 2021). En revanche, l'engagement dans l'extrême gauche illégaliste italienne ne permet pas de conclure que le recrutement dans le groupe de pairs, au sein de la seconde génération, se produit à un rythme plus soutenu, impliquant des activistes souvent très jeunes (Della Porta, 2013, p. 117). En effet, l'ensemble des individus rencontrés ont commencé leurs activités politiques durant l'adolescence ou le jeune âge adulte, comme il était commun à l'époque.

S'il existe bien une « continuité » idéologique et organisationnelle entre groupes extra-parlementaires et au sein de la lutte elle-même, elle est loin d'être uniquement le fait des cadres des organisations. Les acteurs se déploient d'une organisation à l'autre (cf. 3.2) mais la continuité se joue plutôt au niveau méso, via les collectifs ayant émergé et se perpétuant au fil du temps. L'organisation et le fonctionnement collectifs ont joué un rôle structurant dans le déploiement des luttes illégales italiennes des années 1960-1980. En particulier, nombre d'enquêtés attestent de décisions collectives d'engagement dans la clandestinité, au point de laisser se dessiner une résorption du choix individuel dans des dynamiques collectives d'engagement. On perçoit ainsi l'influence du niveau méso sur le plan micro. Ce sont alors bien des *dynamiques* qui ont un rôle structurant et moteur dans les options individuellement prises vers la clandestinité et les bifurcations biographiques.

Dans le cas italien au moins, la catégorie de « rupture » biographique doit donc être maniée avec précaution. Là où une description extrinsèque ou analytique envisage l'émergence d'une nouvelle identité – au nom d'un passage à la clandestinité et de l'usage des armes –, les acteurs interprètent leur parcours et ces choix en termes de continuité, que celle-

¹ Or comme on le sait, « traiter la vie comme une histoire, c'est-à-dire comme le récit cohérent d'une séquence signifiante et orientée d'événements, [revient] peut-être [à] sacrifier à une illusion rhétorique, à une représentation commune de l'existence, que toute une tradition littéraire n'a cessé et ne cesse de renforcer » (Bourdieu, 1986, p. 70).

ci s'enracine dans un horizon familial marqué par l'engagement ou bien dans des adhésions politiques prises très jeunes. Au cours de l'entretien semi-directif même rétrospectif, l'enquêteur procède à une mise en récit et en cohérence. Il esquisse des catégories de sens à partir desquelles il confère une signification à son parcours, qu'il s'agisse de la résistance, de la révolution, de la défense de la classe ouvrière, de la lutte contre le fascisme ou du désir de vivre une vie meilleure. Ces mises en récit autorisent une relecture critique des interprétations sociologiques courantes de l'entrée en radicalité, telles l'« engagement par défaut » qui, dans le cas italien, semble fortement minoritaire eu égard à l'« amplification identitaire ».

Références

- Alvesson M. et H. Willmott, « Identity regulation as organizational control: producing the appropriate individual », *Journal of Management Studies*, vol. 39, n° 5, 2002, p. 619-644.
- Balzerani Barbara, *Camarade Lune* [1998], Paris, éditions Cambourakis, 2017.
- Barbut Michael, « “Qui sont les terroristes ?” Lutte de classement autour de la radicalité mapuche », *Lien social et Politiques*, n° 68, automne 2012, p. 79-100.
- Becker Howard S., *Outsiders. Études de sociologie de la déviance* [1963], Paris, Métailié, 1985.
- Becker Howard, « Notes sur le concept d'engagement », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, vol. 11, 2006, mis en ligne le 28 septembre 2008.
- Benford Robert D. et David A. Snow, « Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan », *Politix*, vol. 3, n° 99, 2012, p. 217-255.
- Benveniste É., *Problèmes de linguistique générale*, tome II, Paris, Gallimard, 1974.
- Bobbio Luigi, *Storia di Lotta Continua*, Milan, Feltrinelli, 1988.
- Bosi Lorenzo et Donatella Della Porta, « Processes out of Political Violence: A Comparative Historical Sociology of Italian Left-Wing Underground Organizations and the Provisional IRA », in J. Gunning (ed.), *How Does « Terrorism » End?*, Londres, Routledge, 2011.
- Bosi Lorenzo et Donatella Della Porta, « Micro-mobilization into Armed Groups: Ideological, Instrumental and Solidaristic Paths », *Qual. Sociol.*, vol. 35, 2012, p. 361-383.
- Bottger A. et R. Strobl, « Potentials and limits of qualitative methods for research on violence », in W. Heitmeyer et J. Hagan (eds.), *International Handbook of Violence Research*, Dordrecht, Kluwer, 2003, p. 1203-1218.
- Bourdieu Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 62/63, juin 1986, p. 69-72.
- Chamberlayne P., J. Bornat et T. Wengraf, « Introduction: the biographical turn », in Chamberlayne P., J. Bornat et T. Wengraf (eds.), *The Turn to Biographical Methods in Social Science*, Oxon, Routledge, 2000, p. 1-30.
- Crettiez Xavier, *Violence et nationalisme*, Paris, Odile Jacob, 2006.
- Crettiez Xavier, « “High risk activism” : essai sur le processus de radicalisation violente (première partie) », *Pôle Sud*, vol. 1, n° 34, 2011, p. 45-60.
- Curcio Renato et Mario Scialoja, *À visage découvert : entretiens avec Mario Scialoja*, Paris, Éditions Lieu commun, 1993.
- Curcio Renato, *La mappa perduta*, Rome, Edizioni Sensibili alle foglie, 1994.
- Della Porta Donatella, *Social Movements, Political Violence and the State*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.
- Della Porta Donatella, *Clandestine Political Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.
- Demazière Didier, « À qui peut-on se fier ? Les sociologues et la parole des interviewés », *Langage et société*, vol. 3, n° 121-122, 2007, p. 85-100.

Dogliani Patrizia, « Una nuova generazione di militanti tra Prima e Seconda Internazionale : il caso delle Giovani guardie belghe (1886-1914) », *Movimento operaio e socialista*, 1982, n° 2, p. 187-207.

Dogliani Patrizia, « Générations et révoltes au XXe siècle dans l'histoire et l'historiographie italiennes », *L'Homme et la société*, n° 111-112, 1994, Générations et mémoires, p. 67-76.

Dollard J., L. W. Doob, N. E. Miller, W. Mowrer et R. R. Sears, *Frustration and aggression*, New Haven (CT), Yale University Press, 1939.

Eisinger Peter K., « The Conditions of Protest Behavior in American Cities », *American Political Science Review*, vol. 67, 1973, p. 11-28.

Fillieule Olivier, « Le désengagement d'organisations radicales. Approche par les processus et les configurations », *Lien social et Politiques*, n° 68, 2012, p. 37-59.

Fillieule O., « Disengagement from radical organizations : A Process and Multi Level Model of Analysis », in B. Klandermans et C. van Stralen (dir.), *Movements in times of transition*, Minnesota, University of Minnesota Press, 2015.

Fillieule Olivier, Éric Agrikoliansky et Isabelle Sommier, *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010.

Filion Louis Jacques et Hikari Akizawa, « La méthode biographique. Méthodes de recherche », *Revue internationale de psychosociologie*, vol. XVIII, n° 44, 2012.

Foot N. N., « Identification as a basis for a theory of motivation », *American Sociological Review*, vol. 16, 1951, p. 14-21.

Franceschini Alberto (entretien avec Giovanni Fasanella), *Brigades rouges. L'histoire secrète des BR racontée par leur fondateur*, Paris, Éditions du Panama, 2005 [1988].

Friedland N., *Becoming a terrorist: Social and individual antecedents*. In *Terrorism: Roots, impact, responses*, edited by L. Howard, New York, Praeger, 1992.

Gallinari Prospero, *Un contadino nella metropoli. Ricordi di un militante delle Brigate Rosse*, Milan, Bompiani, 2006.

Galmozzi Chicco, *Figli dell'officina. Da Lotta continua a Prima linea: le origini e la nascita (1973-1976)*, Rome, Derive e approdi, 2019.

Gardella Édouard et Éric Monnet, « Éditorial », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], 11 | 2006, mis en ligne le 11 février 2008, consulté le 27 mai 2017.

Goffman E., *Frame Analysis: An Essay on the Organization of the Experience*, New York, Harper Colophon, 1974.

Gozzini Giovanni, *Alle origini del comunismo italiano. Storia della Federazione giovanile socialista (1907-1921)*, Bari, Dedalo, 1979.

Grandi Aldo, *L'Ultimo Brigatista*, Turin, BUR, 2007.

Greimas A. J., *Du sens, Essais sémiologiques*, Paris, Seuil, 1970.

Grojean Olivier, « "Les aléas d'un terrain comme révélateurs de sa structuration". Gestion et objectivation d'une relation d'enquête sur une mouvance radicale et transnationale », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 17, n° 4, 2010, p. 63-76.

Guerra Giordano, *Patrizio Peci. Io, l'Infame*, Milan, Mondadori, 1983.

Guibert Lafaye Caroline, *Armes et principes. Éthique de l'engagement politique armé*, Paris, éd. du Croquant, 2019.

Guibert Lafaye Caroline, *Conflit au pays basque : regards des militants illégaux*, Bruxelles, Peter Lang, 2020.

Guibert Lafaye Caroline, « L'engagement illégal : *facilitating* et *precipating factors*. Le cas de l'Italie des années 1960-1980 », *Terrains/Théories*, n° 13, juin 2021.

Gurr Ted Robert, *Why Men Rebel ?*, Princeton, Princeton University Press, 1970.

Hairgrove F. et D. Maclead, « Circles Drowning Toward High Risk Activism », *Studies in Conflict and Terrorism*, n° 31, 2008, p. 399-411.

Horgan J., « Understanding Terrorism: Old Assumptions, New Assertions, and Challenges for Research », in J. Victoroff et Arie W. Kruglanski (ed.), *Psychology of Terrorism*, Londres, Psychology Press, 2008.

Horgan John, « Interviewing the terrorists: reflections on fieldwork and implications for psychological research », *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression*, 2011, iFirst Article, p. 1-17.

Jespers J., J. Goodwin et F. Polletta, *Passionate Politics. Emotions and Social Movements*, The Univ. of Chicago Press, Chicago, 2001.

Johnson H. et B. Klandermans (dir.), *Social Movements and Culture*, Univ. of Minnesota/UCL Press, Minneapolis-Londres, 1995.

Khosrokhavar Farhad, *Radicalisation*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2014.

Krueger Alan B. et Jitka Maleckova, *Education, Poverty, Political Violence and Terrorism : Is there a Causal Connection ?*, Cambridge, National Bureau of Economic Research, 2002.

Laperrière A., « Les critères de scientificité des méthodes qualitatives », in J. Poupart *et al.* (dir.), *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Boucherville (Québec), Gaëtan Morin éd., 1997.

Lia B. et K. Skjølberg, « Causes of Terrorism : An Expanded and Updated Review of the Literature », FFI/RAPPORT-2004/04307, rapport déclassifié, Norvège, 28/06/2005.

Matard-Bonucci Marie-Anne, « Des usages de l'antifascisme et de la Résistance par les Brigades rouges », in Marc Lazar et Marie-Anne Matard-Bonucci (dir.), *L'Italie des années de plomb : le terrorisme entre histoire et mémoire*, Paris, Autrement, 2010, p. 15-35.

Mentré F., *Les générations sociales*, Paris, Bossard, 1920.

Moretti Mario, *Brigate rosse una storia italiana*, avec Mosca Carla et Rossana Rossanda, Milan, Anabasi, 1994.

Morucci Valerio, *La peggio gioventù. Una vita nella lotta armata*, Milan, Rizzoli, 2004.

Novelli Diego et Nicola Tranfaglia, *Vite sospese. Le generazioni del terrorismo*, Milan, Garzanti, 1988.

Pagis J., *May '68. Shaping Political Generations*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2018.

Passerini L., *Fascism in Popular Memory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.

Peneff Jean, *La méthode biographique*, Paris, Colin, 1990.

Rochford E. Burke, « Social Recruitment Strategies, Ideology, and Organization in the Hare Krishna Movement », *Social Problems*, vol. 29, 1982, p. 399-410.

Roy Olivier, *Globalized Islam: The Search for a new Ummah*, Columbia, Columbia University Press, 2004.

Ryder N., « The cohort as a concept in the study of social change », *American Sociological Review*, vol. 30, n° 3, 1965, p. 843-861.

Sewell William H. Jr., « Three Temporalities: Toward an Eventful Sociology », in Terrence J. McDonald (ed.), *The Historic Turn in the Human Sciences*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1996, p. 245-280.

Smilde David, « A qualitative comparative analysis of conversion to Venezuelan Evangelicalism: how networks matter », *The American Journal of Sociology*, vol. 111, n° 3, 2005, p. 757-796.

Snow, David A., Louis A. Zurcher et Sheldon Eklund-Olson, « Social Networks and Social Movements: A Microstructural Approach to Differential Recruitment », *American Sociological Review*, vol. 45, 1980, p. 787-801.

Snow D.A et R.D. Benford, « Framing processes and social movements: An overview and assessment », *Annu. Rev. Sociol.*, vol. 26, 2000, p. 611-639.

Snow D. A. et D. McAdam, « Identity Work Processes in the Context of Social Movements: Clarifying the Identity/Movement Nexus », in Sheldon Stryker, Timothy Owens

et Robert White (dir.), *Self, Identity, and Social Movements*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2000, p. 41-67.

Sommier I., *Le Monde* 2, n° 109, 18 mars 2006.

Sommier Isabelle, « Les processus de radicalisation », *La violence révolutionnaire*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Contester », 2008a, p. 59-93.

Sommier Isabelle, *La violence révolutionnaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008b.

Sommier Isabelle, « Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture », *Lien social et Politiques*, n° 68, 2012, p. 15-35.

Stark Rodney et Willfam S. Bainbridge, « Social Networks of Faith: Interpersonal Bonds and Recruitment to Cuits and Sects », *American Journal of Sociology*, vol. 85, 1980, p. 1376-85.

Stella Alessandro, *Années de rêves et de plomb. Des grèves à la lutte armée en Italie (1968-1980)*, Marseille, Agone, 2016.

Sveningsson M. et S. Alvesson, « The Great Disappearing Act Difficulties in Doing 'Leadership' », *The Leadership Quarterly*, vol. 14, n° 3, 2003, p. 359-381.

Tarragoni Federico, « Se radicaliser au pays des radicalités : les bifurcations populaires au Venezuela de Chávez », *Lien social et Politiques*, n° 68, 2012, p. 101-117.

Tarrow Sydney, *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, CUP, 1994.

Thompson P., *The voice of the past: oral history*, Oxford, Oxford University Press, 1988.

Tilly Charles, *From Mobilization to Revolution*, Londres, Addison-Wesley Publishing Company (Mass.), 1978.

Tranfaglia N., « La crisi italiana e il problema storico del terrorismo », in Mauro Galleni (dir.), *Rapporto sul terrorismo. Le stragi, gli agguati, i sequestri, le sigle 1969-1980*, Rizzoli, 1981.

Viterna J., « Pulled, pushed, and persuaded: Explaining women's mobilization into the Salvadoran guerrilla army », *American Journal of Sociology*, vol. 112, n° 1, 2006, p. 1-45.

Voegtl Michael, « "Quatre pattes oui, deux pattes, non !" : L'identité collective comme mode d'analyse des entreprises de mouvement social », in O. Fillieule et al. (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 203-223.

Weinstein Jeremy, *Inside Rebellion: The Politics of Insurgent Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

White R. W., « Structural Identity Theory and the Post-Recruitment Activism of Irish Republicans: Persistence, Disengagement, Splits, and Dissidents in Social Movement Organizations », *Society*, vol. 57, n° 3, 2010, p. 341-370.

Wood Elisabeth Jean, *Insurgent Collective Action and Civil War in El Salvador*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

Zwerman G. et P. Steinhoff, « When Activists Ask for Trouble: State-Dissident Interactions and the New Left Cycle of Resistance in the United States and Japan », in C. Davenport, C. Mueller et H. Johnston (dir.), *Repression and Mobilization*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2005, p. 85-107.

Annexes

ANNEXE 1 - DONNEES SOCIODEMOGRAPHIQUES

Tableau VI. : Liste des enquêtés avec leurs caractéristiques sociodémographiques

Pseudonyme	Sexe	Année de	Générationns civiles	Organisation	Génération s	Années de	Profession du père
------------	------	----------	----------------------	--------------	--------------	-----------	--------------------

		naissance			d'engagement	détention	
Alberto Franceschini	M	1947	G 1	Brigades Rouges	γ 1	18 ans	Ouvrier
Paola	F	1947	G 1	BR	γ 3	17 ans	Petit commerçant
Alexandra	F	1950	G 2	BR	γ 2	15 ans	Avocat
Margareth	F	1950	G 2	BR	γ 2	3 ans et demi	Commerçant
F. P.	M	1951	G 2	BR	γ 3	23 ans et demi	Maçon
Aloys	M	1956	G 2	BR	γ 3	1 ans et demi	Ouvrier
Pietro	M	1957	G 2	BR	γ 2	18 ans	Fonctionnaire
Melchior	M	1948	G 1	Prima Linea	γ 1	17 ans	Ouvrier
S. R.	F	1950	G 2	PL	γ 1	7 ans et demi et 20 ans de mesure de substitution	Artisan à son compte
Paolo Margini	M	1950	G 2	PL	γ 2	5 ans	Chef de petite entreprise
B. L.	M	1953	G 2	PL	γ 2	11 ans	Ouvrier
Jeronimo	M	1953	G 2	PL	γ 2	30 ans	Ouvrier
Sergio Segio	M	1955	G 2	PL	γ 2	24 ans	Ouvrier
M. F.	M	1955	G 2	PL	γ 1	7 ans et demi	Employé administratif d'entreprise (employé de banque)
Paolino	M	1956	G 2	PL	γ 1	14 ans	Ouvrier
Massimo Battisaldo	M	1956	G 2	PL	γ 1	11 ans	Commerçant
Mathias	M	1959	G 2	PL	γ 1	10 ans	Petit commerçant
Anna Soldati	F	1962	G 3	PL	γ 1	2 mois et demi	Entrepreneur
Marco Boato	M	1944	G 1	Lotta Continua	γ 3	6 jours	Artisan
Patrizia Pistagnesi	F	1951	G 2	LC	γ 1	12 h	Général de l'armée de l'air
Guillermo	M	1953	G 2	LC	γ 1	-	Réalisateur de cinéma, scénariste
E. B.	M	1954	G 2	LC	γ 1	5 ans	Ouvrier

Théodore	M	1933	G 1	Potere Operaio, Autonomie ouvrière	γ 3	11 ans	Employé
Guillem	M	1947	G 1	PO	γ 2	4 ans et 9 mois	Ouvrier du bâtiment
Saro	M	1948	G 1	PO, Autonomie ouvrière	γ 2	3 mois	Avocat
Emilia	F	1951	G 2	PO	γ 2	1 an	Ingénieur
Alessandro Stella	M	1956	G 2	PO, Autonomie ouvrière	γ 1	exil	Enseignant
Demis	M	1946	G 1	Autonomie	γ 3	10 ans	Médecin
Guiseppe	M	1947	G 1	Autonomie ouvrière	γ 2	1 mois et demi	Menuisier
Paloma	F	1947	G 1	Autonomie ouvrière	γ 3	1 an	Coiffeur
Gihen	M	1948	G 1	Autonomie ouvrière	γ 3	-	Responsable d'usine
Mateus	M	1954	G 2	Autonomie	γ 1	-	Ingénieur
Martin	M	1957	G 2	Autonomie	γ 1	Quelques mois	Ouvrier

Six des enquêtés ont refusé l'anonymat, en l'occurrence Marco Boato, Patrizia Pistagnesi, Paolo Margini, Sergio Segio, Alessandro Stella et Anna Soldati. Deux personnes ont accepté que leur identité soit révélée, lorsque la question de l'anonymat a été abordée en début d'entretien (Massimo Battisaldo et Alberto Franceschini). Les huit figurent donc dans le tableau sous leur véritable identité.

ANNEXE 2 - PARCOURS POLITIQUES

Tableau VII. : Groupes successifs par lesquels les enquêtés sont passés

Pseudonyme	Sexe	Année de naissance	Groupes militants successifs	Organisation retenue
Alberto Franceschini	M	1947	Jeunesses communistes, CPOS à Reggio Emilia, Collectif politique des étudiants travailleurs	Brigades Rouges
Paola	F	1947	Mouvement étudiant, PO	BR
Alexandra	F	1950	Groupes extra-parlementaires mineurs opéraïste, PO, Lotta Armata Potere Proletario	BR
Margareth	F	1950	-	BR
Federico	M	1951	-	BR
Aloys	M	1956	Syndicat ouvrier, Federazione Impiegati Operai Metallurgici (FIOM)	BR
Pietro	M	1957	-	BR
Melchior	M	1948	Fédération de jeunesse du parti communiste (FGCI), Circolo Lenin,	Prima Linea

			LC en 1971, Comitati Comunisti per il potere operaio	
S. R.	F	1950	Mouvement étudiant, Lotta continua, Senza tregua	PL
Paolo Margini	M	1950	Autonomie ouvrière, LC	PL
Jeronimo	M	1953	Organisations politiques légales (non précisées)	PL
Sergio Segio	M	1955	<i>Senza tregua</i> , Comités communistes pour le pouvoir ouvrier (<i>Comitati comunisti per il potere operaio</i>), LC	PL
M. F.	M	1955	Movimento studentesco (mouvement étudiant au lycée), PO, Collettivi Politici Studenteschi, Lavoro Illegale liée à PO	PL
Paolino	M	1956	Federazione Giovanile Comunista Italiana (FGCI), Il Manifesto, Autonomie, projet « Metropoli », Brigata Lomuscio	PL
Massimo Battistaldo	M	1956	Mouvement étudiant, SO du Gruppo Gramsci; Autonomia Operaia, Rosso, Lotta Armata per il Comunismo,	PL
Anna Soldati	F	1962	mouvance alternative, parti radical	PL
B. L.	M	1965	Circolo Lenin (Sesto San Giovanni)	PL
Guillermo	M	1953	mouvement étudiant, Viva il comunismo	Lotta Continua
E. B.	M	1954	Mouvement étudiant, Senza Tregua, Comité des Révolutionnaires Communistes	LC
Patrizia Pistagnesi	F	1951	Commission des étudiants du lycée Torquano, Union des communistes marxistes-léninistes	LC
Théodore	M	1933	PS, Quaderni Rossi, Classe Operaia, PO, Autonomie ouvrière	Potere Operaio
Guillem	M	1947	Comitato operaio del Petrolchimico, PO, Comitato Operaio di Porto Marghera, Assemblea Autonoma di Porto Marghera	PO
Saro	M	1948	Movimento Studentesco Antiautoritario (MS) de Trente, LC, Gruppo Gramsci, PO, Autonomie ouvrière	PO
Emilia	F	1951	Mouvement étudiant, Comité autonome des étudiants de Porto Marghera, PO, Autonomia operaia	PO
Alessandro Stella	M	1956	Jeunesses du PCI, PO, Autonomie ouvrière	PO
Demis	M	1946	Il manifesto	Autonomie
Guiseppe	M	1947	Movimento studentesco, Partito Socialista Italiano di Unità Proletaria (PSIUP), PO	Autonomie ouvrière
Paloma	F	1947	PCI, PO	Autonomie
Gihen	M	1948	Mouvement étudiant	Autonomie ouvrière

Mateus	M	1954	Gruppo Gramsci	Autonomie
Martin	M	1957	Gruppo Gramsci	Autonomie
Sophie	F	1954	PCI, Il Manifesto	Avanguardia Operaia

Tableau VIII. : Existence d'un héritage politique familial parmi les militants

<i>Groupes</i>	<i>Parents militants</i>	<i>Non</i>	<i>NSP</i>	<i>Effectifs</i>
BR	3	3	1	7
PL	6	3	2	11
LC	2	2		4
Potere Operaio	4	1		6
Autonomie ouvrière	2	4		5
<i>Total</i>	17	13	3	33

ANNEXE 3 - GENERATIONS ET ENGAGEMENT POLITIQUE

Tableau IX. : Générations civiles et générations d'engagement des militants

<i>Pseudonyme</i>	<i>Sexe</i>	<i>Année de naissance</i>	<i>Organisation retenue</i>	<i>Générations civiles</i>	<i>Générations d'engagement</i>
Alberto Franceschini	M	1947	Brigades Rouges	G 1	γ 1
Paola	F	1947	BR	G 1	γ 3
Alexandra	F	1950	BR	G 2	γ 2
Margareth	F	1950	BR	G 2	γ 2
Federico	M	1951	BR	G 2	γ 3
Aloys	M	1956	BR	G 2	γ 3
Pietro	M	1957	BR	G 2	γ 2
Melchior	M	1948	Prima Linea	G 1	γ 1
S R.	F	1950	PL	G 2	γ 1
Paolo Margini	M	1950	PL	G 2	γ 2
B. L.	M	1953	PL	G 2	γ 2
Jeronimo	M	1953	PL	G 2	γ 2
Sergio Segio	M	1955	PL	G 2	γ 2
M. F.	M	1955	PL	G 2	γ 1
Paolino	M	1956	PL	G 2	γ 1
Massimo Battisaldo	M	1956	PL	G 2	γ 1
Mathias	M	1959	PL	G 2	γ 1
Anna Soldati	F	1962	PL	G 3	γ 1
Marco Boato	M	1944	Lotta Continua	G 1	γ 3
Guillermo	M	1953	LC	G 2	γ 1
E. B.	M	1954	LC	G 2	γ 1
Patrizia Pistagnesi	F	1951	LC	G 2	γ 1
Théodore	M	1933	Potere Operaio	G 1	γ 3
Guillem	M	1947	PO	G 1	γ 2

Saro	M	1948	PO	G 1	γ 2
Emilia	F	1951	PO	G 2	γ 2
Alessandro Stella	M	1956	PO	G 2	γ 1
Demis	M	1946	Autonomie	G 1	γ 3
Guiseppe	M	1947	Autonomie ouvrière	G 1	γ 2
Paloma	F	1947	Autonomie	G 1	γ 3
Gihen	M	1948	Autonomie ouvrière	G 1	γ 3
Mateus	M	1954	Autonomie	G 2	γ 1
Martin	M	1957	Autonomie	G 2	γ 1
Sophie	F	1954	Avanguardia Operaia	G 2	γ 1

Tableau X. : Positionnement des enquêtés dans les structures clandestines

<i>Groupes</i>	<i>Fondateurs</i>	<i>À l'origine historique du groupe</i>	<i>Fondateurs d'une sous-structure</i>	<i>Responsabilités</i>	<i>Effectif total</i>
BR	2	2		1	7
PL	3	2	4	1	11
LC	1		1		4
PO	1	1			5
Autonomie ouvrière (AO)	1	2	1	1	6
<i>Total</i>	8	7	6	3	33

ANNEXE 4 - BREF HISTORIQUE DES GROUPES ETUDIÉS

Autonomie ouvrière

Au milieu des années 1970, une série de groupes régionaux, aux sigles divers (*Comitati Autonomi*, *Collettivi Politici*, *Comitati Comunisti*, etc.) et changeant, se reconnaissent dans un mouvement qui s'auto-définit comme Autonomie ouvrière (*Autonomia Operaia*). Ses militants viennent pour partie de PO, pour partie de *Lotta Continua* (LC) mais sont, en grande majorité de nouveaux activistes, souvent jeunes.

Brigades Rouges

Les Brigades Rouges (BR) voit le jour dans le contexte des révoltes ouvrières et étudiantes de la fin des années 1960 et du début des années 1970. Le groupe revendique une première action le 17 septembre 1970 avec l'incendie d'une voiture d'un cadre de Siemens¹. Les BR sont connues pour l'enlèvement du leader de la Démocratie Chrétienne (DC) Aldo Moro, qui est exécuté le 9 mai 1978, après 55 jours de détention. La dernière action revendiquée par un groupe s'inscrivant dans la filiation des BR consiste dans l'exécution de Massimo D'Antona, conseiller du ministre du travail, le 20 mai 1999, par un commando des BR-PCC.

Lotta Continua

¹ Dont le *Collettivo Politico Metropolitano* (CPM) fut le véritable instigateur.

LC, d'inspiration opéraïste, est issue du mouvement ouvrier et étudiant. Elle est principalement active entre 1974 et 1976, plaçant à son actif l'exécution du commissaire Luigi Calabresi, par un de ses commandos, le 17 mai 1972. En 1976, LC s'associe à la coalition « Démocratie prolétarienne » pour participer aux élections générales sans remporter de véritable succès. Ce résultat conduit, dans la foulée, à la dissolution de LC.

Prima Linea

PL naît, en avril 1977, d'une scission au sein du *Comitati Comunisti per il Potere Operaio* (CCPO), après que la répression a touché certains de ses membres. La première action signée par PL a pourtant lieu le 30 novembre 1976 avec une intrusion dans les locaux des dirigeants de Fiat. L'organisation a à son actif l'exécution de membres des forces de l'ordre, de juges, de « collaborateurs » de justice, de responsables d'usines, de professeurs d'université. À la fin des années 1970, PL subit la répression. Certains militants souhaitent quitter l'organisation qui s'auto-dissout en avril 1981.

Potere Operaio

Potere Operaio (Pouvoir ouvrier, PO) incarne, en Italie, l'opéraïsme italien faisant de l'ouvrier la pièce cardinale des luttes sociopolitiques. Ce courant est né dans les années 1960, via des revues telles *Quaderni Rossi*, *Quaderni Piacentini*. PO est créé en 1969. Ses leaders les plus connus sont Antonio Negri, Oreste Scalzone, Franco Piperno. Le groupe se dissout au printemps 1973.

ANNEXE 5 - TRAVAIL IDENTITAIRE

Tableau XI. : Travail identitaire selon les générations d'engagement

Génération	Recherche d'identité	Appropriation identitaire	Amplification identitaire	Effectifs
G 1	2	1	8	11
G 2	10	2	9	21
G 3		1		1
γ 1	5	2	7	14
γ 2	4	1	6	11
γ 3	3	1	4	8

Légende : G 1 : génération née avant 1950 ; G 2 : génération née avant 1960 (décennie 1950) ; G 3 : génération née après 1960 (décennie 1960). γ 1 : engagement entre 15 et 17 ans ; γ 2 : 18-20 ans ; γ 3 : après 20 ans.

Tableau XII. : Travail identitaire selon les groupes politiques

Groupes	Recherche d'identité	Appropriation identitaire	Amplification identitaire	Effectifs
BR	4	1	2	7
PL		2	9	11

LC	3		1	4
Potere Operaio	2	1	2	5
Autonomie ouvrière	3		3	6
<i>Total</i>	12	4	17	33